

Travail de fin d'études: Effets des investissements publics sur la croissance économique en RDC :Approche historique et Empirique

Auteur : Likulia Bakumi, Lucien

Promoteur(s) : Aliango Marachto, Dédé

Faculté : HEC-Ecole de gestion de l'Université de Liège

Diplôme : Master en sciences de gestion

Année académique : 2025-2026

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/25792>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

**EFFETS DES INVESTISSEMENTS PUBLICS SUR LA CROISSANCE
ÉCONOMIQUE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : Analyse de
l'interaction entre le Management Public et le Management Privé**

Promoteur :
Dédé ALIANGO MARACHTO

Travail de fin d'études présenté par
Lucien LIKULIA BAKUMI

en vue de l'obtention du diplôme Master en
Sciences de Gestion, et droits des affaires

Année académique 2025-2026

In Memoriam :

*À la mémoire de notre regrettée grand-mère,
AMINA MARIE THERESE LIKULIA*

*Ton amour, ta sagesse et les valeurs que tu nous as transmises demeureront à jamais gravés
dans nos cœurs.*

*Puisse ce travail être le témoignage de notre profonde reconnaissance et un hommage sincère
à ta mémoire.*

Que ton âme repose en paix.

Épigraphe :

« Le développement est impossible sans une bonne gestion des affaires publiques. »

Kofi Annan

Résumé :

Cette étude porte sur l'analyse des effets des investissements publics sur la croissance économique en République Démocratique du Congo (RDC) sur la période allant de 1960 à 2025. En s'appuyant sur la méthode des moments généralisés (GMM), elle examine les relations entre les investissements publics et la croissance économique. En effet, l'État, à travers des investissements publics efficaces, crée un environnement favorable au développement économique, ce qui renvoie au concept de management public. Cet environnement favorable facilite l'action du management privé dans la réalisation de ses objectifs, notamment grâce à l'amélioration des infrastructures, du capital humain et du climat des affaires.

Les résultats obtenus révèlent que les investissements publics exercent un effet globalement positif sur la croissance économique. Toutefois, cet impact demeure limité par plusieurs contraintes structurelles, notamment la faiblesse de la gouvernance, les insuffisances institutionnelles ainsi que les inefficacités dans l'allocation et la gestion des ressources publiques. L'étude souligne ainsi la nécessité de renforcer la qualité des institutions et l'efficacité du management public afin d'améliorer la contribution des investissements publics au développement économique de la RDC.

Mots-clés : Investissements publics ; Croissance économique ; Gouvernance ; Méthode des moments généralisés (GMM) ; République Démocratique du Congo.

Abstract :

This study focuses on analyzing the effects of public investment on economic growth in the Democratic Republic of the Congo (DRC) over the period from 1960 to 2025. Using the Generalized Method of Moments (GMM), it examines the relationship between public investment and economic growth. Indeed, through efficient public investment, the State creates a favorable environment for economic development, which refers to the concept of public management. This favorable environment facilitates the actions of private management in achieving its objectives, particularly through the improvement of infrastructure, human capital, and the business climate.

The results obtained reveal that public investment has an overall positive effect on economic growth. However, this impact remains limited by several structural constraints, including weak governance, institutional deficiencies, and inefficiencies in the allocation and management of public resources. The study therefore highlights the need to strengthen institutional quality and the effectiveness of public management in order to improve the contribution of public investment to the economic development of the DRC.

Keywords: Public Investment; Economic Growth; Governance; Generalized Method of Moments (GMM); Democratic Republic of the Congo.

Sigles et Abréviations :

BAD	Banque Africaine de Développement
BCC	Banque Centrale du Congo
COVID-19	Coronavirus Disease 2019
DGDA	Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	Direction Générale des Impôts
DGRAD	Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
FMI	Fonds Monétaire International
GMM	Generalized Method of Moments (Méthode des Moments Généralisés)
IDE	Investissements Directs Étrangers
IMF	International Monetary Fund
MCO	Moindres Carrés Ordinaires
PIB	Produit Intérieur Brut
PNSD	Plan National Stratégique de Développement
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
RDC	Républ

Liste des Tableaux :

Tableau III.1	Résultat de test de cointégration de borne	50
Tableau III.2	Résultat de la régression ARDL	51
Tableau IV.1	Statistiques descriptives	48
Tableau II.1	Présentation des variables d'étude	47

Liste des Figures :

Figure III.1	Critère d'Akaike (AIC)	50
--------------	------------------------	----

Liste des Graphiques :

Graphique 1	Évolution de la croissance économique	35
Graphique 2	Évolution des dépenses en capital	41
Graphique 3	Évolution du taux d'inflation	45
Graphique 4	Évolution de la balance des échanges	49

Remerciements :

Au terme de ce travail, il m'est particulièrement agréable d'exprimer ma profonde gratitude à toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à sa réalisation.

Mes sincères remerciements s'adressent tout particulièrement à mon promoteur, la Professeure Aliango Dédé Marachto, pour la qualité de son encadrement, sa disponibilité, ses orientations scientifiques ainsi que ses précieux conseils qui ont grandement contribué à l'élaboration de ce mémoire.

J'adresse également mes sentiments de reconnaissance à mon ami, le Professeur Dieumerici Zumbu, pour son soutien, ses encouragements et ses conseils avisés tout au long de ce parcours académique.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à mon épouse, Madame Massamba Elvire, pour son amour, sa patience, son soutien moral et les sacrifices consentis durant toute la période de mes études et de la rédaction de ce travail.

Mes remerciements les plus affectueux vont également à mes parents, Monsieur Likulia Bakumi Lucien René et Madame Mpemba Kimpanga Isabelle, pour l'éducation reçue, les valeurs inculquées ainsi que leur soutien indéfectible.

Je n'oublie pas mes chers enfants, Likulia Bakumi Noan et Likulia Bakumi Amaël, qui constituent pour moi une source permanente de motivation et d'inspiration.

Enfin, à tous ceux qui ont contribué, d'une manière ou d'une autre, à la réalisation de ce mémoire et dont les noms ne sont pas repris ici, qu'ils trouvent l'expression de ma sincère reconnaissance.

Table des Matières :

INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
0.1. Mise en contexte	1
0.2. Problématique	3
0.3. Objectifs de la recherche	6
0.4. Hypothèse	7
0.5. Méthodologie	7
0.6. Délimitation	8
0.7. Canevas	8
CHAPITRE I : REVUE DE LA LITTÉRATURE THÉORIQUE ET EMPIRIQUE	9
I.1. Revue de la littérature théorique	9
I.1.1. Littérature théorique sur le capital public	9
I.1.2. Revue de littérature sur la croissance économique	16
I.1.3. Revue théorique entre investissements publics et croissance économique	22
I.2. Revue de la littérature empirique	25
Conclusion du chapitre	28
CHAPITRE II : CADRE DE RECHERCHE ET ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES	29
II.1. Présentation du cadre de l'étude	29
II.1.1. Présentation du secteur réel en RDC	29
II.1.2. Présentation des finances publiques	34
II.1.3. Présentation du secteur monétaire en RDC	39
II.1.4. Présentation du secteur extérieur en RDC	44
II.2. Présentation des approches économétriques des moments généralisés	49
CHAPITRE III : RÉSULTATS, DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS	51
5.1. Résultats des estimations économétriques	51
5.2. Discussions et implications	52
b.2. Recommandations	52
CONCLUSION GÉNÉRALE	53
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	55

**Effets des investissements publics sur la croissance économique en République
Démocratique du Congo : Analyse de l'interaction entre le Management Public et le
Management Privé**

Travail de fin d'étude présenté par

Lucien LIKULIA BAKUMI

0. Introduction

0.1.Mise en contexte

Dans les pays en développement, l'investissement public joue un rôle central dans les stratégies de développement économique. Il constitue un levier essentiel permettant aux États de stimuler la croissance, de moderniser les infrastructures et de réduire les inégalités socio-économiques. Complémentaire à l'investissement privé, souvent insuffisant ou concentré sur des secteurs à rentabilité immédiate, l'investissement public contribue à corriger les défaillances du marché et garantit la fourniture de biens publics indispensables au bien-être collectif et à la transformation structurelle des économies (Barro, 1990 ; Easterly et Rebelo, 1993).

En effet, ces investissements se concentrent généralement dans des secteurs stratégiques tels que les transports, l'énergie, l'éducation, la santé, l'eau potable et l'assainissement. Ces domaines jouent un rôle crucial dans l'amélioration de la productivité globale des facteurs de production, la réduction des coûts de transaction, l'accroissement de la compétitivité des entreprises et le renforcement du capital humain. Par exemple, un réseau routier performant facilite les échanges commerciaux, réduit les coûts logistiques et favorise l'intégration des marchés. De même, les investissements dans l'éducation et la santé contribuent à améliorer la qualité de la main-d'œuvre, un facteur clé de la croissance à long terme.

Cependant, l'efficacité des investissements publics comme moteur de croissance économique ne fait pas l'unanimité dans la littérature économique. Si certaines études mettent en évidence un impact positif significatif, d'autres soulignent que cet effet dépend fortement du contexte institutionnel, de la qualité de la gouvernance et de l'efficacité de la gestion des finances publiques. Dans les pays où les institutions sont fragiles, les investissements publics peuvent être entachés de corruption, de mauvaise allocation des ressources et d'inefficience, réduisant ainsi leur contribution réelle à la croissance.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'analyse de la République démocratique du Congo (RDC), pays riche en ressources naturelles, notamment en cuivre et en cobalt, mais confronté à de nombreux défis structurels. Malgré son potentiel économique considérable, la RDC affiche des performances économiques contrastées. La croissance économique, bien que parfois soutenue, demeure volatile et fortement dépendante du secteur minier, ce qui la rend vulnérable aux fluctuations des cours internationaux des matières premières (Banque mondiale, 2021).

Par ailleurs, les infrastructures de base en RDC demeurent largement insuffisantes et souvent vétustes. Les réseaux de transport sont sous-développés, l'accès à l'électricité reste limité pour une grande partie de la population et les services sociaux essentiels, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, sont encore insuffisants. Cette situation freine la productivité économique et limite les perspectives de développement, en particulier dans les zones rurales.

En outre, les indicateurs sociaux dressent un tableau préoccupant. Une part importante de la population vit dans la pauvreté et n'a qu'un accès limité aux services essentiels. Les inégalités socio-économiques demeurent marquées, tant entre les zones urbaines et rurales qu'entre les différentes régions du pays. Dans ce contexte, l'investissement public apparaît comme un outil indispensable pour promouvoir une croissance inclusive et améliorer les conditions de vie.

Cependant, malgré l'importance accordée à l'investissement public dans les politiques économiques, son impact réel sur la croissance en RDC demeure un sujet de débat. Plusieurs études empiriques montrent que l'efficacité des dépenses publiques dépend largement de facteurs institutionnels tels que la transparence, la qualité de la gouvernance, les capacités

administratives et le contrôle des finances publiques (Tanzi et Davoodi, 1998 ; FMI, 2014 ; Ndikumana, 2015). Dans un contexte de gouvernance défailante, les investissements publics peuvent être mal ciblés, détournés ou mis en œuvre avec des retards importants, ce qui en réduit l'efficacité. L'originalité de cette étude réside dans l'intégration du rôle de la gouvernance dans la relation entre investissement public et croissance économique en RDC.

0.2. Problématique

Depuis plusieurs décennies, la RDC est engagée dans un processus de reconstruction et de développement économique, fondé en grande partie sur la mobilisation d'investissements publics. Ces investissements sont orientés vers des secteurs jugés stratégiques, tels que les infrastructures de transport, l'énergie, l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement. L'objectif poursuivi par les pouvoirs publics est double : stimuler la croissance économique et améliorer les conditions de vie de la population. Cette dynamique s'inscrit dans un cadre plus large de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement durable, avec le soutien de partenaires techniques et financiers internationaux.

Dans la théorie économique, les investissements publics occupent une place centrale dans le processus de croissance, en particulier dans les pays en développement. Ils permettent de pallier les insuffisances du secteur privé, de corriger les défaillances du marché et de fournir des biens publics essentiels à l'activité économique. À travers la construction d'infrastructures de base et le renforcement du capital humain, ils contribuent à améliorer la productivité globale des facteurs, à réduire les coûts de production et à favoriser l'essor du secteur privé. Ainsi, un niveau adéquat d'investissement public est généralement considéré comme un préalable indispensable à une croissance soutenue et inclusive (Barro, 1990 ; Easterly et Rebelo, 1993).

Dans le cas de la RDC, ces investissements sont d'autant plus cruciaux que le pays sort d'une longue période marquée par des conflits armés, une instabilité politique chronique et un affaiblissement des institutions publiques. Depuis les années 2000, les autorités congolaises ont multiplié les initiatives visant à relancer l'économie, notamment à travers la mise en œuvre de programmes d'investissement public ambitieux, tels que le Plan National Stratégique de Développement (PNSD). Ces programmes visent à doter le pays d'infrastructures modernes, à améliorer l'accès aux services sociaux de base et à créer les conditions d'une croissance économique durable.

Cependant, en dépit de ces efforts et de l'augmentation progressive des dépenses d'investissement public, les performances économiques de la RDC demeurent globalement décevantes. La croissance économique, bien qu'ayant connu des périodes d'accélération, reste caractérisée par une forte volatilité, une faible diversification et une capacité limitée à générer des emplois durables. Elle demeure largement dépendante du secteur extractif, en particulier de l'exploitation du cuivre et du cobalt, ce qui expose l'économie nationale aux fluctuations des prix internationaux des matières premières.

Cette dépendance au secteur minier constitue une contrainte majeure à la transformation structurelle de l'économie congolaise. En effet, les activités extractives, bien qu'elles génèrent des recettes importantes pour l'État, ont un faible effet d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie. Elles contribuent peu à la création d'emplois et à la diversification productive, limitant ainsi leur impact sur la réduction de la pauvreté et des inégalités. De plus, la volatilité des revenus issus de ces ressources rend la planification budgétaire difficile et fragilise la stabilité macroéconomique.

Par ailleurs, les infrastructures en RDC restent largement insuffisantes et souvent en mauvais état. Le réseau routier est peu développé, les capacités de production et de distribution d'électricité sont limitées, et l'accès aux services de base demeure inégal selon les régions. Cette situation constitue un frein majeur à l'activité économique, en augmentant les coûts de transaction et en limitant la compétitivité des entreprises. Elle réduit également l'efficacité des investissements publics, dans la mesure où les projets réalisés ne s'inscrivent pas toujours dans une logique de cohérence et de complémentarité.

Sur le plan social, les résultats des politiques d'investissement public restent également mitigés. Malgré les ressources mobilisées, les indicateurs de développement humain demeurent préoccupants. Une grande partie de la population continue de vivre dans la pauvreté, avec un accès limité aux services essentiels tels que l'éducation, la santé et l'eau potable. Les inégalités persistent, notamment entre les zones urbaines et rurales, ce qui remet en question le caractère inclusif de la croissance économique.

Ce constat met en évidence un paradoxe fondamental : alors que les investissements publics sont censés constituer un moteur de croissance et de développement, leur impact réel en RDC semble limité. Dès lors, une interrogation centrale s'impose :

- Pourquoi les investissements publics ne produisent-ils pas les effets escomptés sur la croissance économique en RDC ?

Cette question centrale va éclairer l'ensemble du travail en orientant l'analyse sur les mécanismes à travers lesquels les investissements publics influencent la croissance économique en RDC.

0.3. Objectifs de la recherche

0.3.1. Objectif général

L'objectif principal de cette étude est d'analyser l'impact des investissements publics sur la croissance économique en RDC. En effet, le management public s'appuie principalement sur les investissements publics, lesquels constituent un socle essentiel à l'efficacité du management privé. À travers la mise en place d'infrastructures de qualité, le développement du capital humain, l'amélioration des services publics ainsi que le renforcement de l'environnement des affaires, les investissements publics créent des conditions favorables à l'expansion des activités du secteur privé et, par conséquent, à la croissance économique.

0.3.2. Objectifs spécifiques

De manière plus détaillée, ce travail vise à :

1. Examiner l'évolution des investissements publics et de la croissance économique en RDC, en mettant en évidence leurs tendances et leurs caractéristiques principales ;
2. Mettre en évidence l'interaction étroite entre le management public et le management privé, laquelle se manifeste principalement à travers les investissements publics. En effet, des investissements publics de qualité, productifs et efficacement orientés constituent un levier essentiel pour créer un environnement économique favorable au développement des initiatives privées ;
3. Analyser empiriquement la relation entre les investissements publics et la croissance économique, afin de déterminer l'existence et le sens de leur lien ;

4. Apprécier le rôle de la qualité des institutions et de la gouvernance dans la transformation des dépenses publiques en croissance économique ;
5. Formuler des recommandations de politique économique visant à améliorer l'efficacité des investissements publics et à promouvoir une croissance plus inclusive et durable.

0.4. Hypothèse

Les investissements publics ont un effet positif mais limité sur la croissance économique en RDC, en raison des contraintes institutionnelles, de gouvernance et d'efficacité dans l'allocation des ressources.

0.5. Méthodologie

0.5.1. Méthode hypothético-déductive

La méthode hypothético-déductive est une démarche scientifique qui consiste à formuler des hypothèses à partir d'un cadre théorique, puis à les vérifier empiriquement à l'aide de données observables. Elle repose sur un raisonnement logique qui va du général au particulier.

Dans le cadre de cette étude portant sur la RDC, cette méthode a été utilisée pour établir un lien entre les investissements publics et la croissance économique. À partir des théories économiques existantes, des hypothèses ont été formulées, puis testées à l'aide d'outils économétriques afin de confirmer ou d'infirmer leur validité.

0.5.2. Technique documentaire

La technique documentaire consiste à collecter et analyser des informations à partir de sources secondaires déjà existantes. Elle permet d'accéder à un ensemble de données et de connaissances sans recourir directement à des enquêtes de terrain.

Dans le cadre de ce travail, cette technique a été utilisée pour exploiter des données issues de rapports officiels, d'ouvrages scientifiques, d'articles académiques et de bases de données d'institutions telles que la Banque mondiale, le FMI ou la Banque Centrale du Congo (BCC). Elle a permis de construire le cadre théorique, d'analyser l'évolution des variables économiques et de soutenir l'analyse empirique.

0.6. Délimitation

Ce travail est circonscrit dans le temps et l'espace. La RDC constitue notre espace géographique et nous avons choisi la période 1960-2025 afin de bien appréhender son histoire, en tenant compte de l'intégration de tous les régimes politiques.

0.7. Canevas

Enfin, ce travail s'articule autour de trois chapitres. Le premier chapitre est consacré à la revue de la littérature théorique et empirique. Le deuxième présente la méthodologie de recherche adoptée et le cadre de l'étude. Enfin, le troisième chapitre est dédié à la présentation, à l'analyse des résultats empiriques, à la discussion des résultats et à la formulation des recommandations.

CHAPITRE 1 : REVUE DE LA LITTERATURE THEORIQUE ET EMPIRIQUE

Ce chapitre présente une synthèse de la littérature théorique et empirique portant sur l'analyse de la relation entre investissement public et croissance économique. Ce chapitre fournit un socle théorique et empirique essentiel qui sera mobilisé dans les chapitres suivants. Le chapitre se divise en deux parties principales : l'analyse théorique et l'analyse empirique.

I.1. Revue de la littérature théorique

I.1.1. Littérature théorique sur le capital public

I.1.1.1. Concept de capital public

Le capital public est généralement perçu, dans la littérature économique, comme l'ensemble des actifs durables détenus, financés ou administrés par l'État afin de soutenir l'activité économique et de renforcer le bien-être collectif. Il regroupe notamment les infrastructures, les équipements et différents dispositifs publics qui facilitent le fonctionnement des marchés, des institutions et de la société dans son ensemble. Ces actifs jouent un rôle essentiel puisqu'ils fournissent, sur le long terme, les services nécessaires au bon déroulement des activités des ménages, des entreprises et des administrations publiques.

L'intérêt porté au capital public s'est progressivement renforcé dans les travaux consacrés à la croissance économique, notamment lorsque les économistes ont cherché à comprendre dans quelle mesure les investissements publics dans les infrastructures ou les services sociaux pouvaient agir comme moteurs du développement. Cette réflexion a mis en évidence l'idée selon laquelle l'action publique ne se limite pas uniquement à financer des dépenses courantes ; elle peut également créer un environnement favorable à l'expansion du secteur privé, améliorer la productivité et soutenir une dynamique de croissance durable.

À la différence des dépenses publiques de consommation, qui répondent principalement à des besoins immédiats de fonctionnement ou d'administration, le capital public se distingue par son caractère productif et durable. Les investissements réalisés dans ce cadre génèrent des actifs capables de produire des retombées économiques et sociales sur une période prolongée, bien au-delà de l'effort financier initial. Cette dimension de long terme explique pourquoi le capital public occupe une place particulière dans les analyses économiques.

Dans cette perspective, il est souvent présenté comme un facteur de production complémentaire au capital privé et au travail. Son apport se manifeste à travers plusieurs mécanismes : réduction des coûts de production, amélioration de l'accès aux marchés, fluidification de la mobilité, facilitation des échanges et des communications, ou encore élargissement de l'accès aux services fondamentaux tels que l'éducation et la santé. Ses effets dépassent ainsi les bénéfices

individuels pour générer des externalités positives profitant à l'ensemble du système économique.

Les travaux pionniers de David Aschauer (1989) mettent particulièrement en lumière ce rôle stratégique. Selon lui, les infrastructures publiques de base telles que les routes, autoroutes, aéroports, réseaux énergétiques ou systèmes d'approvisionnement en eau constituent des leviers déterminants pour accroître la productivité globale. Les entreprises privées évoluent en effet plus efficacement lorsqu'elles bénéficient d'infrastructures performantes leur permettant de transporter leurs produits, d'accéder aux marchés et de développer leurs activités dans un environnement plus favorable.

Dans la même logique, Robert Barro (1990) intègre les dépenses publiques productives dans la fonction de production agrégée et montre, sur le plan théorique, que le capital public peut exercer une influence durable sur la croissance économique. Son approche souligne que les investissements publics ne produisent pas seulement des effets immédiats ; ils peuvent également renforcer la productivité du capital privé et générer des dynamiques d'entraînement susceptibles de soutenir l'économie sur le long terme.

I.1.1.2. Définitions du capital public

La littérature économique propose plusieurs approches pour définir le capital public, même si la plupart convergent vers une idée essentielle : il s'agit d'un ensemble d'actifs productifs détenus, financés ou soutenus par l'État et destinés à fournir des services économiques et sociaux durables à la collectivité. Au-delà de leur simple existence matérielle, ces actifs jouent un rôle structurant dans l'organisation de l'activité économique et dans l'amélioration des conditions de vie des populations.

Dans cette perspective, Robert Barro (1990) considère le capital public comme une composante productive directement intégrée au processus de création de richesse. Selon son approche, les dépenses publiques productives s'ajoutent au capital privé et au travail dans la fonction de production et participent à l'accroissement des capacités productives de l'économie. Leur contribution s'explique notamment par leur aptitude à améliorer l'efficacité des activités privées et à soutenir une trajectoire de croissance sur le long terme.

De son côté, David Aschauer (1989) adopte une approche davantage centrée sur les infrastructures publiques. Il définit le capital public comme le stock d'équipements et d'infrastructures détenus par l'État qui favorisent une amélioration de la productivité globale. Les réseaux de transport, de communication, d'énergie ou encore les systèmes d'approvisionnement en eau constituent, selon lui, des éléments indispensables au bon fonctionnement des activités économiques et au développement du secteur privé.

Dans la même logique, Edward Gramlich (1994) insiste sur la dimension durable de ces investissements publics. Il décrit le capital public comme un ensemble d'actifs physiques appartenant à l'État et capables de produire des effets économiques et sociaux sur une longue période. Ces infrastructures soutiennent non seulement la production et les échanges commerciaux, mais participent également à l'amélioration du bien-être collectif.

Les organisations internationales ont également proposé des définitions qui enrichissent cette compréhension du concept. Le Fonds Monétaire International définit le capital public comme l'ensemble des infrastructures résultant des investissements publics, notamment les réseaux de transport, les systèmes électriques, les établissements scolaires, les structures hospitalières, les infrastructures de communication ainsi que les ouvrages hydrauliques. L'institution souligne que ces actifs constituent des leviers majeurs du développement économique et social.

Dans le même esprit, la Banque mondiale élargit cette conception en intégrant à la fois les infrastructures physiques et sociales mises en place par l'État. Selon cette approche, le capital public ne se limite pas à soutenir la productivité économique ; il contribue également à améliorer les conditions de vie, à faciliter les activités économiques et à créer les bases d'une croissance durable et inclusive.

Pris dans leur ensemble, ces travaux mettent en évidence une idée commune : le capital public ne représente pas uniquement une accumulation d'infrastructures ou d'équipements financés par l'État. Il constitue un instrument stratégique de transformation économique dont les effets se diffusent progressivement à travers l'ensemble du tissu productif et social.

I.1.1.3. Fondements théoriques du capital public

a) Théorie néoclassique de la croissance

Dans le cadre de l'approche néoclassique inspirée du modèle de croissance de Robert Solow, le capital public est généralement appréhendé comme une composante du stock global de capital participant au processus de production. Son rôle consiste à accroître les capacités productives de l'économie en augmentant la quantité de capital disponible et en améliorant son efficacité. Toutefois, cette approche théorique considère que l'accumulation du capital, à elle seule, ne suffit pas à maintenir durablement la croissance économique. À long terme, le véritable moteur de la croissance demeure le progrès technologique ainsi que l'amélioration continue de la productivité.

Dans cette perspective, les investissements publics peuvent jouer un rôle déterminant dans la dynamique de croissance, particulièrement durant les phases de transition économique. En développant les infrastructures et les services publics, l'État crée un environnement plus favorable à l'activité économique, permettant une utilisation plus efficiente du travail et du capital privé. Ces investissements peuvent ainsi soutenir une augmentation du revenu et accélérer temporairement le rythme de croissance en rapprochant l'économie d'un nouvel équilibre plus élevé.

Néanmoins, la théorie néoclassique souligne également que cet effet n'est pas illimité. Une fois ce nouvel équilibre atteint, la croissance tend progressivement à ralentir et à converger vers son rythme de long terme. En l'absence de progrès technologiques continus ou de nouveaux gains de productivité, les effets liés à l'accumulation du capital public finissent par s'estomper. Ainsi,

dans la logique de Solow, le capital public agit davantage comme un facteur de soutien et d'accompagnement de la croissance que comme sa source permanente.

b) Théorie de la croissance endogène

Contrairement à l'approche néoclassique, la théorie de la croissance endogène attribue au capital public une place beaucoup plus centrale dans la dynamique économique de long terme. Cette perspective considère que certaines catégories d'investissements publics — notamment les infrastructures, l'éducation, la recherche ou encore l'innovation technologique — ne produisent pas seulement des effets temporaires, mais peuvent générer des gains de productivité durables et entretenir un processus continu de croissance économique. Ces investissements sont perçus comme des facteurs susceptibles de produire des rendements croissants, capables d'alimenter de manière soutenue l'expansion économique.

Dans cette logique, Robert Barro (1990) propose une contribution majeure en intégrant directement les services publics productifs dans la fonction de production agrégée. Son approche met en évidence le fait que le capital public peut renforcer la productivité marginale du capital privé et favoriser une intensification de l'investissement. Lorsque les ressources publiques sont orientées vers des dépenses réellement productives et que leur financement demeure soutenable, elles peuvent exercer une influence durable sur les performances économiques et soutenir les taux de croissance à long terme.

Les modèles de croissance endogène insistent également sur les mécanismes d'externalités positives et les effets de diffusion générés par les investissements publics. En effet, les infrastructures de transport, les réseaux électriques, les systèmes de télécommunication, les établissements éducatifs ou encore les centres de recherche ne profitent pas uniquement à un acteur ou à un secteur particulier. Leur impact se diffuse progressivement à travers l'ensemble du tissu économique en améliorant simultanément les conditions de production, la circulation de l'information, l'accès aux connaissances et l'efficacité de nombreux secteurs d'activité.

Ainsi, dans cette approche, le capital public n'est plus considéré comme un simple facteur d'accompagnement de l'activité économique. Il devient un levier stratégique capable d'entretenir durablement les gains de productivité et de renforcer les fondements mêmes de la croissance économique.

c) Théorie des infrastructures publiques

La théorie des infrastructures publiques met en évidence le caractère particulier des infrastructures au sein du capital public. Elle considère ces dernières comme une catégorie spécifique d'actifs stratégiques dont les effets dépassent largement les bénéfices retirés par les utilisateurs directs. En raison de leur nature structurelle, les infrastructures influencent le fonctionnement global de l'économie en créant des avantages collectifs à travers des mécanismes tels que les économies d'échelle, les externalités de réseau ainsi que la réduction des coûts de transaction et de transport.

Dans cette perspective, les infrastructures publiques jouent un rôle déterminant dans l'organisation et la fluidité des activités économiques. Les routes, les ports, les chemins de fer,

les réseaux électriques, les systèmes d’approvisionnement en eau ou encore les infrastructures de télécommunication constituent des supports essentiels au développement des échanges et à la mobilité des facteurs de production. Leur présence améliore considérablement la circulation des biens, des services, des travailleurs et de l’information entre les territoires et les différents secteurs d’activité.

En facilitant ces interactions, les infrastructures renforcent progressivement l’intégration des marchés et réduisent les barrières géographiques ou logistiques susceptibles de freiner l’activité économique. Elles élargissent également l’accès aux opportunités économiques, stimulent les échanges commerciaux et créent un environnement plus favorable à l’investissement. Ainsi, au-delà de leur fonction matérielle, les infrastructures apparaissent comme des leviers essentiels capables de soutenir l’efficacité économique et d’accompagner les dynamiques de développement à long terme.

I.1.1.4. Types de capital public

1. Capital d’infrastructure économique

Le capital d’infrastructure économique renvoie à l’ensemble des actifs détenus ou financés par l’État qui contribuent directement au fonctionnement de l’activité économique. Il regroupe les infrastructures essentielles qui soutiennent la production, facilitent les échanges commerciaux et améliorent la circulation des biens, des personnes et de l’information au sein de l’économie. Par leur rôle structurant, ces équipements créent les conditions nécessaires au développement des activités productives et au bon fonctionnement des marchés.

Cette catégorie comprend notamment les routes, autoroutes, chemins de fer, aéroports et ports, mais également les réseaux électriques, les infrastructures de télécommunication, les systèmes d’irrigation ainsi que les dispositifs d’approvisionnement en eau. En renforçant la connectivité entre les espaces économiques et en réduisant les contraintes liées au transport, à l’énergie ou à l’accès aux services essentiels, ces infrastructures constituent un levier important de productivité, de compétitivité et de croissance économique durable.

2. Capital d’infrastructure sociale

Le capital d’infrastructure sociale regroupe l’ensemble des investissements publics orientés vers l’amélioration des conditions de vie et le développement du capital humain. Il englobe les dépenses consacrées à des secteurs essentiels tels que l’éducation, la santé, l’assainissement, le logement ainsi que divers services sociaux destinés à renforcer le bien-être collectif et les capacités productives de la population.

Cette catégorie inclut notamment les écoles, universités, hôpitaux, cliniques, centres de santé ainsi que les dispositifs de santé publique. Bien que leurs effets sur la croissance économique soient souvent moins immédiats que ceux des infrastructures économiques, leur contribution demeure fondamentale sur le long terme. En améliorant la qualité du capital humain, en renforçant la productivité du travail, en augmentant l’espérance de vie et en favorisant de meilleures conditions sociales, ces investissements créent un environnement propice au développement économique durable et à une croissance plus inclusive.

3. Capital administratif et institutionnel

Le capital administratif et institutionnel renvoie à l'ensemble des investissements publics destinés à renforcer les capacités organisationnelles, réglementaires et institutionnelles de l'État. Il englobe les ressources consacrées aux systèmes juridiques, à l'administration publique, aux organes de régulation, aux dispositifs numériques de gouvernance ainsi qu'aux infrastructures judiciaires qui assurent le bon fonctionnement de l'environnement économique et institutionnel.

Contrairement aux infrastructures physiques visibles, cette forme de capital agit davantage à travers les mécanismes qui structurent les interactions économiques et sociales. Son rôle consiste notamment à réduire les incertitudes, à garantir l'application des règles, à faciliter l'exécution des contrats et à assurer la protection des droits de propriété. En renforçant la transparence, la stabilité institutionnelle et l'efficacité des mécanismes de gouvernance, il contribue à instaurer un climat de confiance favorable aux échanges économiques et à l'investissement.

Ainsi, un cadre institutionnel solide constitue un élément essentiel du développement économique, dans la mesure où il améliore la qualité de la gouvernance et crée les conditions nécessaires au bon fonctionnement des marchés et à la performance globale de l'économie.

4. Capital technologique et de connaissance

La littérature économique contemporaine accorde une importance croissante au capital technologique et au capital de connaissance, désormais considérés comme des composantes majeures du capital public. Cette évolution traduit une reconnaissance progressive du rôle stratégique joué par la production, l'accumulation et la diffusion du savoir dans les dynamiques modernes de croissance économique et de développement.

Cette forme de capital englobe l'ensemble des investissements publics consacrés à la recherche scientifique, aux systèmes d'innovation, aux laboratoires, aux universités, aux infrastructures numériques ainsi qu'aux programmes de recherche et développement. Ces investissements visent non seulement à favoriser la création de nouvelles connaissances, mais également à stimuler les avancées technologiques et à renforcer les capacités d'innovation au sein de l'économie.

Au-delà de leurs effets directs, ces initiatives contribuent à la diffusion du savoir et des progrès techniques à travers différents secteurs d'activité. Elles facilitent l'émergence de nouvelles compétences, encouragent la créativité et améliorent la capacité des économies à s'adapter aux mutations technologiques. Dans un contexte marqué par l'économie du savoir et la transformation numérique, le capital technologique apparaît ainsi comme un levier essentiel pour soutenir durablement la productivité, la compétitivité et la croissance économique à long terme.

I.1.2. Revue de littérature sur la croissance économique

I.1.2.1. Concept de croissance économique

La croissance économique est généralement définie, dans la théorie économique, comme un processus continu d'expansion de la capacité productive d'une économie sur une période prolongée. Elle traduit l'aptitude croissante d'un pays à produire davantage de biens et de services grâce à l'amélioration quantitative et qualitative des ressources mobilisées dans le processus productif. Cette dynamique repose notamment sur l'évolution de facteurs essentiels tels que le travail, le capital, le progrès technologique, l'esprit entrepreneurial ainsi que l'efficacité des institutions.

Dans les analyses économiques, la croissance est généralement évaluée à partir de l'évolution du produit intérieur brut réel (PIB réel), du revenu national réel ou encore du revenu réel par habitant. Ces indicateurs permettent d'apprécier la progression effective de l'activité économique en tenant compte des variations de prix. L'importance accordée à la croissance économique s'explique par son lien étroit avec plusieurs dimensions du développement. Elle est fréquemment associée à l'amélioration des conditions de vie, à la réduction de la pauvreté et du chômage, au développement des activités industrielles et commerciales ainsi qu'à l'élévation du niveau général de bien-être social.

Cependant, la littérature économique contemporaine rappelle que la croissance ne saurait être réduite à une simple hausse des niveaux de production ou de revenu. Elle constitue un phénomène plus vaste et multidimensionnel qui implique des transformations profondes dans la structure même de l'économie. Ce processus englobe notamment les mutations sectorielles, l'innovation technologique, les gains de productivité, le renforcement des institutions ainsi que l'accumulation du capital humain. En ce sens, la croissance économique reflète non seulement une augmentation de richesse, mais également une dynamique de transformation et de modernisation de l'ensemble du système économique.

I.1.2.2. Définitions de la croissance économique

Les travaux consacrés à la croissance économique ont donné lieu à plusieurs définitions qui, bien que formulées différemment, convergent vers une même idée : celle d'une augmentation durable des capacités productives d'une économie et d'une amélioration progressive du niveau de vie. Toutefois, les auteurs mettent l'accent sur des dimensions particulières du phénomène selon leur cadre théorique et leur époque d'analyse.

Parmi les contributions les plus influentes, Simon Kuznets est souvent considéré comme l'un des pionniers de l'analyse moderne de la croissance. Dans ses travaux sur la croissance économique moderne, Kuznets (1973) définit celle-ci comme une augmentation à long terme de la capacité d'un pays à fournir à sa population une gamme de biens de plus en plus diversifiée. Il souligne que cette capacité productive ne repose pas uniquement sur l'accumulation des ressources économiques, mais également sur les progrès technologiques ainsi que sur les transformations institutionnelles et idéologiques qui accompagnent ces évolutions. Cette approche présente la croissance comme un processus de transformation

profonde des structures économiques et sociales, plutôt que comme une simple progression des niveaux de production.

Dans une perspective davantage orientée vers l'économie du développement, Michael Todaro et Stephen Smith (2020) considèrent la croissance économique comme un processus continu d'expansion des capacités productives d'une économie à travers le temps. Selon eux, cette dynamique se traduit par une augmentation soutenue des niveaux de production nationale et des revenus, tout en constituant une condition essentielle à l'amélioration du développement économique et social.

Dans la même logique, Paul Samuelson et William Nordhaus (2010) définissent la croissance économique comme l'élargissement progressif des possibilités de production d'un pays. Cette évolution se reflète généralement par une hausse durable du produit intérieur brut réel (PIB réel), traduisant ainsi une augmentation de la quantité de biens et services qu'une économie peut produire sur une période prolongée.

Les institutions internationales proposent également des définitions plus opérationnelles du concept. Selon la Banque mondiale, la croissance économique correspond à l'augmentation, corrigée des effets de l'inflation, de la valeur des biens et services produits au sein d'une économie pendant une période donnée. Cette approche met principalement l'accent sur la mesure quantitative des performances économiques.

Dans une perspective proche, le Fonds Monétaire International (FMI) définit la croissance économique comme l'expansion de l'activité économique globale, généralement appréciée à travers les variations annuelles du PIB réel. Cette définition met en avant la croissance comme un indicateur synthétique permettant d'évaluer l'évolution de la performance économique d'un pays.

Pris dans leur ensemble, ces travaux montrent que la croissance économique ne peut être réduite à une simple progression statistique du revenu ou de la production. Elle renvoie à une dynamique plus large intégrant progrès technologique, changements institutionnels, accumulation des ressources productives et transformations structurelles capables d'influencer durablement la trajectoire de développement des économies.

I.1.2.3. Fondements théoriques de la croissance économique

a) Théorie classique de la croissance

Dans cette perspective, Adam Smith (1776) met particulièrement l'accent sur le rôle de la division du travail et de la spécialisation comme moteurs de l'enrichissement des nations. Selon lui, l'accroissement de la productivité issu de la spécialisation des tâches permet d'augmenter les capacités de production et favorise l'expansion économique. Il considère également le commerce et l'ouverture des marchés comme des éléments essentiels à l'élargissement des débouchés et à l'intensification de l'activité productive.

De son côté, David Ricardo (1817) insiste davantage sur les mécanismes d'accumulation du capital et sur l'allocation efficiente des ressources productives. À travers sa théorie des avantages comparatifs, il montre que la spécialisation et les échanges internationaux peuvent améliorer l'efficacité économique et soutenir la croissance en permettant une utilisation plus optimale des ressources disponibles.

Thomas Malthus (1798), quant à lui, adopte une lecture plus prudente de la dynamique économique. Il souligne que les gains liés à l'accumulation des richesses peuvent être limités par la croissance démographique. Selon son analyse, lorsque la population augmente plus rapidement que les ressources disponibles, des contraintes apparaissent progressivement et risquent de freiner la croissance à long terme.

Ainsi, dans la tradition classique, la croissance économique repose principalement sur l'accumulation du capital, l'expansion de la force de travail, la spécialisation des activités, le développement du commerce et une allocation efficiente des ressources. Ces travaux ont constitué les premiers fondements théoriques des analyses modernes de la croissance en mettant en évidence les mécanismes économiques susceptibles de favoriser l'expansion de la production et de la richesse.

b) Théorie néoclassique de la croissance

La théorie néoclassique de la croissance marque une évolution importante dans la compréhension des mécanismes qui soutiennent l'expansion économique à long terme. Développée principalement à travers les travaux de Robert Solow, cette approche cherche à expliquer la croissance en mettant en relation plusieurs facteurs fondamentaux, notamment l'accumulation du capital, l'évolution de la population active, l'épargne, l'investissement ainsi que le progrès technologique.

Dans sa contribution fondatrice, Solow (1956) considère que l'augmentation du stock de capital et de la main-d'œuvre permet d'accroître la production et d'améliorer les performances économiques. L'épargne occupe également une place importante dans ce mécanisme puisqu'elle alimente l'investissement, lequel favorise à son tour l'accumulation du capital productif. À court et moyen terme, ce processus peut soutenir une dynamique de croissance et conduire l'économie vers un niveau de production plus élevé.

Toutefois, l'apport majeur du modèle néoclassique réside dans l'introduction du principe des rendements décroissants du capital. Selon Solow, l'accumulation continue du capital ne produit pas des gains proportionnels de manière illimitée. À mesure que le capital augmente, chaque unité supplémentaire investie génère progressivement un effet plus faible sur la production. Cette diminution graduelle de la productivité marginale du capital réduit la capacité de l'investissement à maintenir durablement la croissance économique.

Dans cette perspective, l'accumulation du capital ne constitue pas, à elle seule, une source permanente de croissance. Solow (1957) montre que le progrès technologique devient le véritable moteur de la croissance à long terme. Les innovations, les gains d'efficacité et les

améliorations de la productivité permettent en effet de dépasser les limites imposées par les rendements décroissants et d'assurer une progression durable des capacités productives.

Ainsi, l'approche néoclassique considère que la croissance économique résulte de l'interaction entre les facteurs traditionnels de production et les avancées technologiques. Elle met particulièrement en évidence le fait que, sans amélioration continue de la technologie et de la productivité, les effets de l'accumulation du capital finissent par s'essouffler au fil du temps.

c) Théorie de la croissance endogène

La théorie de la croissance endogène s'est développée en réaction aux limites mises en évidence dans les modèles néoclassiques, notamment leur difficulté à expliquer l'origine réelle du progrès technologique. Contrairement à l'approche de Solow, qui considère ce dernier comme un facteur externe au système économique, les théories endogènes soutiennent que la croissance économique peut être générée de l'intérieur même de l'économie à travers les décisions d'investissement et les choix stratégiques des agents économiques.

Dans cette perspective, l'accumulation du capital humain, les investissements en recherche-développement, l'innovation technologique, l'éducation ainsi que la production de connaissances occupent une place centrale dans le processus de croissance. Ces éléments ne sont plus perçus comme de simples facteurs d'accompagnement, mais comme de véritables moteurs capables d'alimenter durablement les performances économiques.

Les travaux de Paul Romer (1986, 1990) ont largement contribué à cette évolution théorique en mettant en avant le rôle fondamental des idées et de l'innovation dans la croissance de long terme. Selon lui, les connaissances produisent des effets particuliers puisqu'elles ne s'épuisent pas lorsqu'elles sont utilisées. Une innovation ou une idée nouvelle peut être exploitée simultanément dans plusieurs activités économiques et continuer à générer des gains de productivité au fil du temps.

Dans une logique complémentaire, Robert Lucas Jr. (1988) insiste davantage sur l'importance du capital humain. Il montre que l'accumulation des connaissances, des compétences et des capacités individuelles crée des effets d'apprentissage et des externalités positives qui dépassent les bénéfices purement individuels. Une population plus instruite et plus qualifiée améliore non seulement sa propre productivité, mais contribue également à renforcer l'efficacité globale de l'économie.

Ainsi, la théorie de la croissance endogène considère que l'innovation, les connaissances et le capital humain peuvent générer des rendements croissants. Contrairement aux ressources physiques traditionnelles qui s'épuisent progressivement ou subissent des rendements décroissants, les idées et les progrès technologiques possèdent la capacité d'être reproduits, partagés et réutilisés dans plusieurs secteurs sans perdre leur valeur productive. Cette caractéristique explique pourquoi cette approche considère la croissance économique comme un processus potentiellement auto-entretenu et durable à long terme.

I.1.2.4. Types de croissance économique

1. Croissance économique extensive

La croissance économique extensive correspond à une forme de croissance fondée principalement sur l'augmentation quantitative des facteurs de production mobilisés dans l'économie. Dans cette configuration, l'expansion de la production résulte essentiellement d'un recours accru au travail, au capital physique, aux ressources naturelles ou encore aux terres disponibles, sans qu'il y ait nécessairement une amélioration importante de la productivité ou des technologies utilisées.

Autrement dit, l'économie produit davantage parce qu'elle utilise plus de ressources, et non parce qu'elle les utilise mieux. Bien que ce type de croissance puisse soutenir temporairement l'activité économique, ses effets restent souvent limités à long terme, notamment lorsque les ressources disponibles deviennent rares ou lorsque les gains de productivité stagnent. Cette forme de croissance est généralement observée dans les premières phases de développement économique ou dans les économies fortement dépendantes de l'exploitation des ressources naturelles.

2. Croissance économique intensive

La croissance économique intensive se caractérise par une augmentation de la production qui résulte principalement d'une amélioration de l'efficacité avec laquelle les ressources sont utilisées. Contrairement à la croissance extensive, elle ne repose pas sur une simple augmentation quantitative des facteurs de production, mais davantage sur des gains de productivité et une meilleure valorisation des ressources existantes.

Cette forme de croissance est généralement soutenue par l'innovation technologique, l'amélioration du niveau d'éducation, le développement des compétences, la qualité du management ainsi que l'accumulation du capital humain. Elle traduit ainsi la capacité d'une économie à produire davantage en utilisant ses ressources de manière plus performante et plus efficiente. À long terme, la croissance intensive est souvent considérée comme plus durable puisqu'elle s'appuie sur des progrès structurels capables de renforcer durablement la compétitivité et les capacités productives d'une économie.

3. Croissance économique durable

La croissance économique durable renvoie à une dynamique d'expansion économique capable de se maintenir sur le long terme tout en préservant les équilibres essentiels au développement des sociétés. Elle ne se limite pas à une augmentation continue de la production ou du revenu, mais intègre également des préoccupations environnementales, sociales et économiques.

Cette approche considère que la croissance ne peut être véritablement soutenable que si elle évite une dégradation excessive de l'environnement, limite l'épuisement des ressources naturelles, préserve la cohésion sociale et maintient des équilibres macroéconomiques stables. Elle vise ainsi à concilier performance économique, protection des ressources et amélioration durable du bien-être des générations présentes et futures.

4. Croissance économique équilibrée

La croissance économique équilibrée désigne une situation dans laquelle les différents secteurs de l'économie évoluent de manière coordonnée et relativement proportionnée. Elle repose sur l'idée qu'une dynamique de croissance durable ne peut être pleinement atteinte lorsque le développement se concentre uniquement sur un nombre limité d'activités ou de secteurs.

Dans cette perspective, des domaines tels que l'agriculture, l'industrie, les services, les infrastructures, l'éducation ou encore la technologie progressent simultanément et se renforcent mutuellement. Cette complémentarité favorise une meilleure répartition des opportunités économiques, réduit les déséquilibres structurels et contribue à instaurer une croissance plus stable, inclusive et soutenable à long terme.

5. Croissance économique déséquilibrée

La théorie de la croissance déséquilibrée considère que le processus de développement économique ne nécessite pas nécessairement une progression simultanée de tous les secteurs de l'économie. Contrairement aux approches favorisant un développement uniforme, cette perspective soutient qu'une stratégie ciblée peut parfois produire des résultats plus efficaces.

Dans cette logique, les investissements sont volontairement concentrés dans certains secteurs jugés stratégiques, capables de créer des effets d'entraînement importants sur le reste de l'économie. En stimulant des activités clés, ces investissements peuvent générer des interactions positives, favoriser l'émergence de nouvelles opportunités économiques et déclencher une dynamique de croissance plus large. Cette approche, notamment associée aux travaux d'Albert Hirschman (1958), repose sur l'idée que les déséquilibres créés intentionnellement peuvent devenir des moteurs de transformation économique et accélérer le développement à travers des mécanismes d'interdépendance sectorielle.

1.1.3. Revue théorique de la littérature entre les investissements publics et la croissance économique

La littérature théorique reconnaît largement que l'investissement public peut jouer un rôle déterminant dans la croissance économique lorsqu'il contribue à la formation d'un capital public productif. Celui-ci comprend notamment les infrastructures de transport, les réseaux énergétiques, les systèmes hydrauliques, les établissements scolaires et hospitaliers, les centres de recherche ainsi que les infrastructures numériques. En effet, ces investissements améliorent les conditions de fonctionnement de l'économie en réduisant les coûts de transaction, en renforçant les capacités humaines et en stimulant la productivité des activités privées. À cet égard, Eijffinger et De Haan (2007) soulignent que la littérature récente adopte une position de plus en plus favorable quant à la contribution du capital public à la croissance, tout en rappelant que cet effet demeure fortement conditionné par plusieurs facteurs économiques et institutionnels.

Toutefois, l'ampleur de cet impact varie selon les approches théoriques mobilisées. D'une part, la théorie néoclassique considère que l'investissement public agit principalement à travers l'accumulation du capital disponible dans l'économie. Dans cette logique, il peut accélérer temporairement la croissance, notamment dans les pays confrontés à d'importants déficits d'infrastructures, sans pour autant garantir une augmentation durable du rythme de croissance à long terme. D'autre part, la théorie de la croissance endogène attribue un rôle plus central à l'investissement public. À ce sujet, Barro (1990) montre que les services publics productifs peuvent être intégrés directement dans la fonction de production privée et soutenir durablement la croissance, à condition que leur financement soit soutenable et n'engendre pas de distorsions économiques excessives.

Par ailleurs, plusieurs mécanismes théoriques permettent d'expliquer cette relation. Premièrement, les infrastructures publiques influencent directement la productivité. Les travaux d'Aschauer (1989) montrent notamment que les infrastructures de base notamment les routes, les réseaux d'eau, les transports publics ou les systèmes d'assainissement entretiennent une relation étroite avec les gains de productivité. Deuxièmement, l'investissement public peut produire soit un effet d'entraînement (« crowding in »), soit un effet d'éviction (« crowding out ») sur l'investissement privé. Ainsi, lorsqu'il réduit les coûts de production et améliore l'environnement économique, il stimule l'investissement privé ; en revanche, lorsqu'il augmente la pression fiscale ou mobilise excessivement les ressources disponibles, il peut freiner les initiatives privées. Agénor et Moreno-Dodson (2006) identifient précisément ces mécanismes de productivité, de complémentarité et d'éviction comme les principaux canaux théoriques reliant investissement public et croissance économique.

Enfin, les travaux plus récents mettent davantage l'accent sur la qualité des investissements réalisés. En effet, la seule augmentation des dépenses publiques ne garantit pas automatiquement des effets favorables sur la croissance. Une sélection inefficace des projets, des défaillances institutionnelles, des dépassements de coûts ou encore des pratiques de gouvernance insuffisantes peuvent considérablement réduire les bénéfices attendus. Ainsi, la littérature converge progressivement vers l'idée selon laquelle l'investissement public devient véritablement favorable à la croissance lorsqu'il est efficacement ciblé, correctement exécuté et soutenable sur le plan budgétaire.

I.2. Revue de la littérature empirique

Les travaux empiriques consacrés à la relation entre investissement public et croissance économique montrent, dans leur ensemble, que les investissements publics peuvent constituer un levier important de développement économique. Toutefois, les résultats observés restent variables selon plusieurs facteurs, notamment la nature des investissements réalisés, le contexte économique national, les modalités de financement, la qualité des institutions ainsi que l'efficacité de l'exécution des projets. Autrement dit, l'effet de l'investissement public sur la croissance ne semble ni uniforme ni automatique.

Les premières analyses empiriques influentes sont notamment associées aux travaux d'Aschauer (1989), qui mettent en évidence une relation positive importante entre le capital public non militaire et la productivité aux États-Unis. Ses résultats montrent particulièrement que les infrastructures de base telles que les routes, autoroutes, aéroports, systèmes hydrauliques ou réseaux d'assainissement jouent un rôle significatif dans l'amélioration des performances économiques. Cette contribution a marqué un tournant important en considérant les infrastructures publiques non plus comme de simples dépenses gouvernementales, mais comme un véritable facteur productif. Néanmoins, plusieurs recherches ultérieures ont nuancé ces conclusions en soulignant certaines limites méthodologiques liées notamment à la causalité inverse, aux variables omises et aux problèmes de spécification économétrique.

Par ailleurs, les études internationales aboutissent à des résultats globalement favorables tout en révélant une forte hétérogénéité selon les contextes étudiés. Ainsi, Easterly et Rebelo (1993) montrent que les investissements publics dans les transports et les communications entretiennent une relation particulièrement forte avec la croissance économique, suggérant que les infrastructures favorisant la mobilité et les échanges génèrent des effets plus importants que certaines catégories de dépenses moins productives. De même, Devarajan, Swaroop et Zou (1996) soulignent que les effets des dépenses publiques dépendent autant de leur composition que de leur volume. Selon eux, des investissements publics mal répartis ou excessivement concentrés dans certaines catégories de projets peuvent produire des résultats limités, notamment lorsque les dépenses nécessaires à l'entretien des infrastructures sont négligées.

En outre, plusieurs travaux récents consacrés aux pays en développement confirment l'importance stratégique des infrastructures publiques. Romp et De Haan (2007), à travers une synthèse approfondie des études empiriques, concluent que les analyses récentes soutiennent davantage l'existence d'une relation positive entre capital public et croissance, tout en soulignant que les résultats restent sensibles aux méthodes utilisées et aux caractéristiques des pays étudiés. Dans cette continuité, Calderón et Servén (2008 ; 2010) montrent que le développement des infrastructures exerce un effet favorable non seulement sur la croissance économique mais également sur la réduction des inégalités, notamment dans les pays d'Afrique subsaharienne. De manière similaire, Kodongo et Ojah (2016), à partir d'un échantillon de pays africains, confirment que l'amélioration des infrastructures et de leur accessibilité contribue positivement aux performances économiques régionales.

Enfin, les institutions internationales aboutissent à des conclusions proches. Le World Economic Outlook du Fonds Monétaire International (2014) indique qu'une augmentation des investissements publics en infrastructures peut stimuler la production à court et à long terme, particulièrement lorsque les besoins en infrastructures sont élevés et que les capacités d'exécution demeurent solides. Toutefois, Warner (2014) rappelle que les grands programmes d'investissement ne génèrent pas systématiquement des effets durables sur la croissance, surtout dans les contextes caractérisés par une faible qualité institutionnelle ou des défaillances dans la sélection des projets. Ainsi, la littérature empirique converge progressivement vers une conclusion nuancée : l'investissement public soutient davantage la croissance lorsqu'il est productif, complémentaire au secteur privé et mis en œuvre efficacement ; à l'inverse, son impact peut être limité, voire négatif, lorsqu'il est mal ciblé ou insuffisamment géré.

Conclusion du chapitre

À l'issue de ce premier chapitre, plusieurs enseignements essentiels méritent d'être retenus. L'analyse de la littérature théorique a permis de montrer que l'investissement public occupe une place importante dans le processus de croissance économique lorsqu'il contribue à la formation d'un capital public productif. À travers les infrastructures économiques et sociales, le développement du capital humain ou encore les investissements technologiques, il peut améliorer la productivité, renforcer les capacités économiques et créer des effets favorables sur l'ensemble de l'activité économique.

Par ailleurs, les différentes approches théoriques examinées ont mis en évidence que les effets de l'investissement public ne sont ni automatiques ni uniformes. Alors que certaines théories lui attribuent principalement un rôle de soutien à l'accumulation du capital, d'autres soulignent davantage sa capacité à générer des externalités positives, des gains d'efficacité et des dynamiques d'innovation susceptibles de soutenir durablement la croissance. Il ressort également que l'efficacité de ces investissements dépend fortement de la qualité des institutions, des mécanismes de gouvernance, des modalités de financement ainsi que de la pertinence des projets mis en œuvre.

En outre, les enseignements tirés de la littérature empirique indiquent globalement une relation favorable entre investissement public et croissance économique, particulièrement lorsque les investissements sont orientés vers des secteurs stratégiques tels que les infrastructures, l'énergie, l'éducation, la santé ou les technologies. Toutefois, cette relation demeure conditionnelle et peut être limitée par des contraintes institutionnelles ou des inefficacités dans l'exécution des politiques publiques. Dans cette continuité, le chapitre suivant intitulé « Cadre de recherche et aspects méthodologiques présentera l'approche méthodologique retenue ainsi que les outils mobilisés pour l'analyse empirique de cette étude.

CHAPITRE 2 : CADRE DE RECHERCHE ET ASPECTS METHODOLOGIQUES

Après avoir présenté les fondements théoriques et empiriques relatifs à l'investissement public et à la croissance économique, il convient à présent d'orienter l'analyse vers le cadre opérationnel de la recherche. Cette étape apparaît essentielle puisqu'elle permet de préciser l'approche retenue pour répondre à la problématique étudiée et d'assurer une cohérence entre les objectifs poursuivis et la démarche scientifique adoptée.

Ainsi, ce chapitre est consacré à la présentation du cadre de recherche ainsi qu'aux aspects méthodologiques mobilisés dans cette étude. Il constitue une étape déterminante dans la construction de l'analyse empirique en définissant les principaux choix méthodologiques retenus. À cet effet, il s'articule autour de deux axes majeurs : d'une part, la présentation du cadre de recherche et, d'autre part, l'exposé des aspects méthodologiques ayant guidé la réalisation de cette étude.

II.1. Présentation du cadre de l'étude

II.1.1. Présentation du secteur réel en RDC

Depuis son accession à l'indépendance en 1960, la République démocratique du Congo a traversé plusieurs phases économiques caractérisées par des périodes successives de croissance, de ralentissement, de crises économiques, de conflits armés, de réformes structurelles ainsi que de reprise progressive de l'activité économique. Ces différentes trajectoires ont profondément influencé l'évolution du tissu économique national et ont façonné la dynamique de développement du pays au fil des décennies.

Par ailleurs, le secteur réel de l'économie congolaise repose principalement sur plusieurs branches d'activités stratégiques, notamment l'agriculture, le secteur minier, l'industrie, les services, les transports, l'énergie ainsi que le commerce. L'évolution de ces secteurs ne peut être dissociée des transformations politiques, institutionnelles et économiques ayant marqué les différentes périodes de l'histoire du pays. Ainsi, les performances économiques observées reflètent, dans une large mesure, les mutations structurelles et les choix de politiques publiques intervenus au cours du processus de développement de la République démocratique du Congo.

1. Évolution du secteur réel de l'économie congolaise (1960–2025)

1.1. La période postindépendance : 1960–1973

Au lendemain de son indépendance, la République démocratique du Congo a hérité d'une structure économique largement façonnée par la période coloniale belge, principalement orientée vers l'exploitation des ressources naturelles et l'exportation de produits primaires. L'économie nationale reposait alors essentiellement sur les activités minières, l'agriculture d'exportation ainsi que sur quelques unités industrielles de transformation. Au cours des années 1960, le pays disposait d'un appareil productif relativement important comparativement à plusieurs économies africaines de l'époque, porté notamment par l'exploitation de ressources stratégiques telles que le cuivre, le cobalt, le diamant, l'or ainsi que diverses cultures commerciales, notamment le café, le coton, l'huile de palme et le caoutchouc.

Par ailleurs, l'agriculture occupait une place centrale dans l'économie congolaise, tant par sa contribution au produit intérieur brut que par son rôle dans l'emploi. Une grande partie de la population active évoluait dans ce secteur, tandis que les exportations agricoles et minières constituaient les principales sources de recettes extérieures du pays. Dans le même temps, les infrastructures héritées de la colonisation notamment les réseaux de transport, les chemins de fer ainsi que certaines installations industrielles continuaient à soutenir l'activité économique et facilitaient les échanges entre les différentes zones de production.

Toutefois, cette dynamique favorable s'est progressivement heurtée aux nombreuses turbulences politiques apparues après l'indépendance. En effet, les crises institutionnelles, les tensions internes ainsi que les mouvements de sécession provinciale ont progressivement fragilisé l'environnement économique national. Cette instabilité a contribué à ralentir l'activité productive, à créer un climat d'incertitude et à freiner progressivement les investissements privés indispensables au maintien de la dynamique économique du pays.

1.2. La période de zaïrianisation et de déclin économique : 1973–1990

La période s'étendant de 1973 jusqu'à la fin des années 1980 constitue une phase particulièrement marquante dans l'évolution économique de la République démocratique du Congo, alors dénommée Zaïre. Elle fut notamment caractérisée par la mise en œuvre de la politique de « zaïrianisation » sous le régime du président Mobutu Sese Seko. Cette réforme visait essentiellement le transfert de nombreuses entreprises détenues par des intérêts étrangers vers des opérateurs économiques nationaux. Bien que cette initiative poursuivît l'objectif de renforcer la participation des nationaux dans l'économie, sa mise en application a rapidement révélé plusieurs limites structurelles.

En effet, l'insuffisance d'expérience managériale, les pratiques de mauvaise gouvernance ainsi que l'expansion de la corruption ont progressivement contribué à la dégradation de l'appareil productif national. Cette situation a particulièrement affecté le secteur agricole, autrefois pilier important de l'économie, qui a connu une baisse progressive de ses performances à travers le recul des exportations agricoles et le développement croissant d'une agriculture davantage orientée vers la subsistance. Dans le même temps, le secteur industriel a subi un ralentissement notable, conséquence notamment du faible niveau d'investissement, de la dégradation des infrastructures et des contraintes énergétiques persistantes.

Par ailleurs, l'économie nationale est demeurée fortement tributaire du secteur minier, en particulier des exportations de cuivre issues de l'ancienne province du Katanga. Toutefois, la baisse des cours internationaux des matières premières observée au cours des années 1970 et 1980 a davantage fragilisé cette dépendance économique. À ces difficultés se sont ajoutés d'importants déséquilibres macroéconomiques, une accumulation de la dette extérieure ainsi qu'une montée de l'hyperinflation, contribuant ainsi à l'aggravation progressive de la crise économique du pays.

1.3. Les années de conflits et d'effondrement économique : 1990–2003

Les années 1990 ont constitué une période particulièrement difficile pour l'économie congolaise, marquée par une profonde instabilité à la fois politique et économique. Cette décennie a été fortement influencée par une succession de crises ayant considérablement fragilisé les structures productives du pays. Les événements de pillages survenus en 1991 puis en 1993 ont notamment provoqué d'importants dégâts sur le tissu commercial et industriel national. De nombreuses infrastructures économiques furent détruites, entraînant une baisse significative de la production industrielle et la fermeture de plusieurs entreprises.

Par la suite, entre 1996 et 2003, les différents conflits armés ayant affecté le pays ont davantage aggravé cette situation. Les guerres successives ont profondément perturbé le fonctionnement du secteur réel de l'économie à travers la destruction des infrastructures de transport, la contraction des investissements privés ainsi que l'affaiblissement du contrôle de l'État sur plusieurs zones stratégiques, notamment certaines régions minières. Ces perturbations ont accentué les difficultés économiques et réduit les capacités productives nationales.

Malgré ce contexte particulièrement défavorable, le secteur minier a continué à occuper une place stratégique dans l'économie congolaise, souvent à travers des formes d'exploitation artisanale largement informelles. En parallèle, l'agriculture est demeurée un secteur essentiel pour la population, tant en matière d'emploi que de subsistance. Plusieurs études indiquent qu'à la fin des années 1990, ce secteur représentait près de 58 % du produit intérieur brut et mobilisait environ les deux tiers de la population active, confirmant ainsi son rôle central dans la structure économique du pays.

1.4. La reprise économique et la croissance tirée par les mines : 2003–2015

À la suite des accords de paix et de la période de transition politique, la République démocratique du Congo a progressivement amorcé une phase de redressement économique. Cette période a été marquée par la mise en œuvre de plusieurs réformes macroéconomiques soutenues par les partenaires techniques et financiers internationaux. Selon le Fonds Monétaire International (FMI, 2015) et la Banque mondiale (2016), ces réformes ont contribué à restaurer progressivement certains équilibres macroéconomiques, notamment à travers la maîtrise de l'inflation, la stabilisation du cadre économique et l'amélioration relative de l'environnement des affaires.

Par ailleurs, le secteur minier s'est affirmé comme le principal moteur de la croissance économique au cours de cette période. L'augmentation des investissements directs étrangers dans l'exploitation du cuivre, du cobalt, de l'or et des diamants a fortement soutenu l'activité économique nationale. À cet égard, la Banque mondiale (2021) souligne que la République démocratique du Congo s'est progressivement imposée comme l'un des principaux producteurs mondiaux de cobalt, une ressource devenue stratégique dans le contexte de la transition énergétique mondiale et du développement des technologies liées aux batteries électriques.

Dans le même temps, le secteur des services a connu une expansion notable, particulièrement dans les domaines des télécommunications, des transports, du système bancaire et du

commerce. L'essor rapide de la téléphonie mobile a notamment favorisé une dynamique importante du secteur tertiaire et contribué à la modernisation progressive de certaines activités économiques. Toutefois, malgré cette reprise, plusieurs analyses soulignent que la structure économique congolaise demeure insuffisamment diversifiée (Banque mondiale, 2018). L'économie reste fortement dépendante du secteur extractif, tandis que la faiblesse du tissu industriel ainsi que les déficits persistants en infrastructures énergétiques et routières continuent de limiter les transformations structurelles nécessaires à une croissance plus inclusive et durable.

1.5. Le secteur réel de l'économie congolaise de 2015 à 2025

Entre 2015 et 2025, l'économie de la République démocratique du Congo a poursuivi une trajectoire de croissance largement portée par le dynamisme du secteur minier. En effet, l'exploitation du cuivre et du cobalt s'est progressivement imposée comme l'un des principaux moteurs de l'activité économique nationale, soutenue par une demande internationale croissante liée au développement des industries technologiques, des batteries électriques et de la transition énergétique mondiale. Cette dynamique a renforcé le positionnement stratégique du pays sur les marchés internationaux des minerais critiques, en particulier dans le contexte de la transition vers les énergies propres (Banque mondiale, 2021). Au cours de cette période, les performances macroéconomiques sont demeurées relativement solides malgré plusieurs chocs externes affectant l'économie mondiale. Selon la Banque africaine de développement, la croissance du PIB réel de la RDC s'est établie autour de 6,2 % en 2024, confirmant la résilience de l'économie congolaise face aux pressions économiques internationales.

Parallèlement, la structure économique du pays a connu certaines évolutions. Le secteur des services occupe désormais une place de plus en plus importante dans l'activité économique, particulièrement à travers l'expansion des télécommunications, des services financiers, des transports et du commerce. Cette progression s'explique notamment par l'urbanisation croissante, l'élargissement des marchés urbains ainsi que la diffusion progressive des technologies numériques. Toutefois, malgré ces transformations, l'agriculture demeure un secteur central pour l'économie congolaise. Elle continue d'employer une part importante de la population active, mais reste confrontée à plusieurs contraintes structurelles telles qu'une faible productivité, des infrastructures rurales insuffisantes et une forte dépendance aux méthodes traditionnelles de production. Paradoxalement, malgré l'importance des terres arables disponibles, le pays reste encore fortement dépendant des importations alimentaires, révélant les limites persistantes du potentiel agricole national.

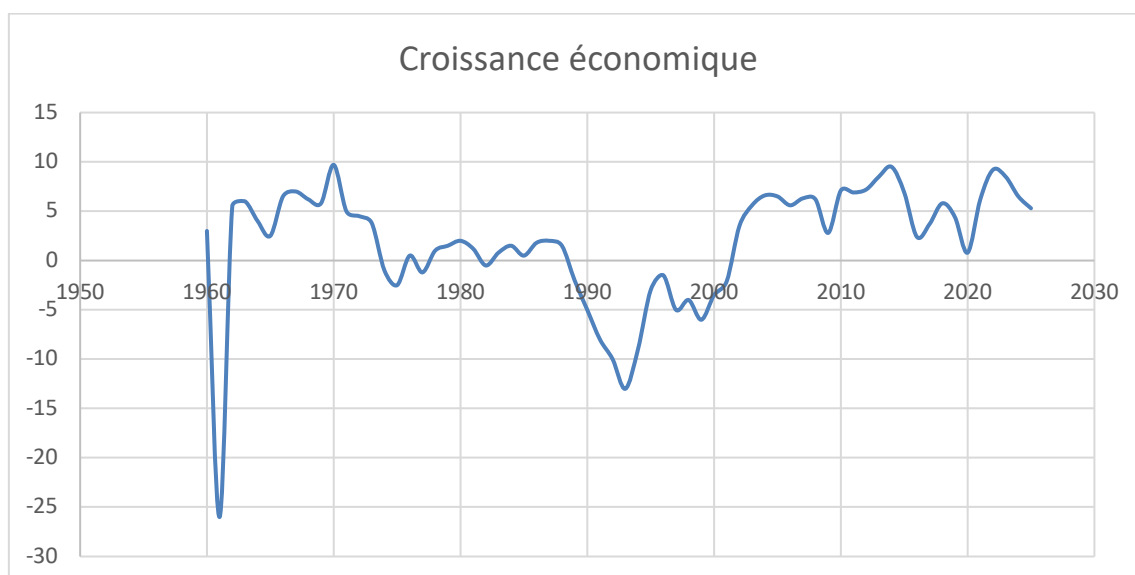
Par ailleurs, le secteur industriel demeure relativement peu développé et reste largement dépendant des activités extractives ainsi que d'un nombre limité d'industries de transformation. Face à cette situation, les autorités publiques ont engagé plusieurs initiatives visant à favoriser une diversification progressive de l'économie, notamment à travers la promotion de l'agro-industrie et la mise en place de zones économiques spéciales. Néanmoins, plusieurs contraintes continuent de freiner le développement du secteur réel de l'économie congolaise. Parmi les défis majeurs figurent la forte dépendance aux matières premières, les insuffisances infrastructurelles, les déficits énergétiques persistants, l'instabilité sécuritaire dans l'Est du

pays, les fragilités institutionnelles ainsi que la faible transformation locale des ressources produites. Comme le rappellent plusieurs analyses de la Banque mondiale, ces contraintes continuent de limiter les perspectives de transformation structurelle de l'économie congolaise.

Malgré ces différentes contraintes, les perspectives économiques de la République démocratique du Congo demeurent relativement encourageantes au regard de l'importance de son potentiel minier, agricole, hydroélectrique et démographique. Toutefois, l'analyse de la dynamique économique récente nécessite également une observation de l'évolution des performances macroéconomiques du pays au fil du temps. À cet effet, l'examen du rythme de croissance économique permet de mieux apprécier les fluctuations enregistrées ainsi que les tendances ayant caractérisé l'économie congolaise au cours des dernières années.

Le Graphique 2.1 ci-après présente ainsi l'évolution de la croissance économique en République démocratique du Congo et met en évidence les différentes variations observées sur la période étudiée :

Graphique 2 : Evolution de la croissance économique



Source : Auteur, sur base des données de la BCC.

Comme vous pouvez le constater, le graphique ci-dessus met en évidence une évolution fortement irrégulière de la croissance économique en République démocratique du Congo, marquée par des périodes successives d'expansion et de ralentissement. Après une forte contraction au début des années 1960 liée aux crises post-indépendance, l'économie enregistre une phase de croissance soutenue durant les années 1965–1974. Toutefois, les décennies 1980 et 1990 sont caractérisées par une dégradation importante de l'activité économique, avec plusieurs épisodes de récession profonde associés aux déséquilibres macroéconomiques et aux conflits. À partir des années 2000, une reprise progressive s'observe avec des taux de croissance globalement positifs, soutenus principalement par le secteur minier. Néanmoins, les fluctuations récentes traduisent une croissance encore vulnérable aux chocs externes et aux contraintes structurelles de l'économie congolaise.

II.1.2. Présentation des Finances publiques

Le secteur des finances publiques en République démocratique du Congo regroupe l'ensemble des mécanismes liés à la mobilisation des ressources publiques, à la gestion des dépenses de l'État, à l'élaboration du budget public, à la gestion de la dette ainsi qu'à la conduite des politiques économiques mises en œuvre par les pouvoirs publics. Depuis son accession à l'indépendance en 1960, le pays a connu plusieurs mutations économiques et institutionnelles ayant profondément influencé l'organisation et le fonctionnement de ses finances publiques. Ces transformations ont été marquées par des périodes successives de croissance économique, de crises budgétaires, d'hyperinflation, de conflits armés, mais également par diverses réformes visant à renforcer progressivement les mécanismes de gouvernance économique et financière (Banque mondiale, 2023 ; Fonds Monétaire International [FMI], 2024).

Par ailleurs, l'évolution des finances publiques congolaises demeure étroitement liée aux trajectoires politiques et économiques qu'a connues le pays au fil des décennies. Plusieurs analyses soulignent que les recettes publiques ont longtemps reposé de manière significative sur les revenus issus des exportations minières, traduisant une forte dépendance à l'exploitation des ressources naturelles (Banque africaine de développement, 2024). Dans le même temps, les dépenses publiques ont souvent été influencées par des contraintes sécuritaires, des déficits budgétaires persistants, des faiblesses dans l'administration fiscale ainsi que par différents déséquilibres macroéconomiques. Comme le rappellent la Banque mondiale (2023) et le FMI (2024), ces facteurs ont régulièrement constitué des obstacles à l'efficacité des politiques budgétaires et à la stabilité des finances publiques du pays.

1. Évolution historique des finances publiques en RDC (1960–2025)

1.1. Les finances publiques après l'indépendance (1960–1973)

À son accession à l'indépendance en 1960, la République démocratique du Congo héritait d'un appareil administratif et fiscal relativement structuré issu de la période coloniale belge. Le fonctionnement des finances publiques reposait essentiellement sur les recettes générées par les activités minières, les exportations agricoles ainsi que les droits de douane. À cette époque, l'économie congolaise bénéficiait encore d'importantes ressources financières provenant notamment de l'exploitation de minerais stratégiques tels que le cuivre, le cobalt, l'or et le diamant, qui constituaient une source majeure de revenus pour l'État (Banque mondiale, 2016).

Toutefois, cette situation relativement favorable fut rapidement affectée par les bouleversements politiques ayant marqué les premières années de l'indépendance. En effet, les tensions institutionnelles, les crises politiques successives ainsi que les mouvements de sécession provinciale ont progressivement fragilisé les capacités financières de l'État. Selon Nzongola-Ntalaja (2002), cette période d'instabilité a profondément perturbé le fonctionnement des institutions publiques et entraîné une détérioration progressive des équilibres économiques. Dans ce contexte, les dépenses consacrées à la sécurité ont fortement augmenté, tandis que les

recettes publiques ont progressivement diminué sous l'effet du ralentissement de l'activité économique et des sorties importantes de capitaux.

Malgré ces contraintes, l'État congolais a poursuivi le financement de plusieurs missions essentielles. Les ressources publiques ont continué à soutenir certains services de base, les infrastructures ainsi que plusieurs entreprises publiques héritées de l'administration coloniale. Toutefois, la dégradation progressive de l'environnement économique et institutionnel a progressivement réduit la capacité de l'État à maintenir durablement ces engagements financiers.

1.2. La période de centralisation et de zaïrianisation (1973–1990)

Sous le régime du président Mobutu Sese Seko, les finances publiques de la République démocratique du Congo alors Zaïre ont évolué dans un contexte marqué par une forte centralisation du pouvoir économique et administratif. L'État occupait une place prépondérante dans l'organisation de l'activité économique et intervenait directement à travers les entreprises publiques ainsi que plusieurs programmes d'investissements nationaux. Dans cette dynamique, la politique de « zaïrianisation » lancée en 1973 visait à transférer un grand nombre d'entreprises détenues par des intérêts étrangers à des opérateurs économiques nationaux. Bien que cette réforme poursuivît l'objectif de renforcer l'appropriation nationale de l'économie, ses effets furent rapidement mitigés. Comme le soulignent Young et Turner (1985), l'insuffisance des capacités de gestion, les pratiques de gouvernance défaillantes et les dysfonctionnements administratifs ont progressivement entraîné une baisse de la production et une détérioration générale des performances économiques.

Parallèlement, les finances publiques sont devenues de plus en plus dépendantes des revenus tirés des exportations minières, principalement du cuivre. Durant cette période, les dépenses publiques ont connu une croissance rapide, notamment en raison de l'augmentation des charges administratives, des dépenses militaires et de certains projets à forte portée politique. Toutefois, cette dépendance à une base de recettes relativement étroite a rendu les finances publiques particulièrement vulnérables aux fluctuations extérieures. Selon Ndikumana et Boyce (1998), la chute des cours internationaux du cuivre observée durant les années 1970 et 1980 a profondément fragilisé les équilibres budgétaires du pays, provoquant une importante contraction des recettes publiques.

Face à cette détérioration financière, l'État a progressivement recouru à l'endettement extérieur ainsi qu'au financement monétaire des déficits publics par la banque centrale. Cette stratégie a contribué à l'aggravation des déséquilibres macroéconomiques, notamment à travers la montée de l'inflation et l'accumulation de la dette publique. Dans les années 1980, plusieurs programmes d'ajustement structurel soutenus par le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale ont alors été mis en œuvre afin de rétablir certains équilibres budgétaires. Ces réformes visaient principalement à réduire les déficits publics, rationaliser les dépenses de l'État et renforcer les mécanismes de gestion budgétaire. Toutefois, selon la Banque mondiale (1994), leurs effets sont demeurés relativement limités en raison de facteurs persistants tels que la corruption, les fragilités institutionnelles et l'instabilité politique.

1.3. La crise des finances publiques et l'hyperinflation (1990–2003)

La décennie 1990 est généralement considérée comme l'une des périodes les plus critiques de l'histoire des finances publiques de la République démocratique du Congo. Cette phase a été marquée par une succession de crises économiques, politiques et institutionnelles ayant profondément fragilisé les capacités financières de l'État. Les épisodes de pillages survenus en 1991 et en 1993 ont notamment provoqué d'importantes destructions du tissu économique national et accentué la désorganisation des mécanismes budgétaires. Selon Young et Turner (1985) ainsi que Nzongola-Ntalaja (2002), ces événements ont contribué à une contraction importante de l'activité économique, entraînant une baisse des recettes fiscales et un affaiblissement progressif des finances publiques.

Dans ce contexte particulièrement instable, les déficits budgétaires ont été financés de manière croissante par la création monétaire. Cette pratique a alimenté une phase d'hyperinflation particulièrement sévère, atteignant, au cours de certaines années, des niveaux exceptionnellement élevés. Selon les analyses de la Banque Centrale du Congo (BCC, 2015), la dépréciation rapide de la monnaie nationale a fortement réduit le pouvoir d'achat des ménages et entraîné une détérioration significative de la valeur réelle des salaires des agents publics. Parallèlement, les capacités de financement de l'État se sont progressivement érodées, limitant fortement son aptitude à assurer efficacement ses fonctions économiques et sociales.

La situation s'est davantage dégradée avec les conflits armés ayant marqué la période 1996–2003. Comme le soulignent la Banque mondiale (2016) et le Fonds Monétaire International (2005), les dépenses militaires ont fortement augmenté tandis qu'une partie importante des zones minières échappait progressivement au contrôle de l'administration centrale. Cette perte de contrôle territorial a réduit significativement les recettes fiscales et douanières de l'État. Dans le même temps, l'administration fiscale rencontrait d'importantes difficultés opérationnelles et une large part de l'activité économique évoluait désormais dans le secteur informel. Cette situation a favorisé une augmentation considérable de la dette extérieure tandis que les investissements publics atteignaient des niveaux particulièrement faibles.

1.4. Les réformes des finances publiques et la stabilisation macroéconomique (2003–2015)

À la suite des accords de paix et de la transition politique, la République démocratique du Congo a progressivement engagé un vaste processus de réformes visant à restaurer les équilibres macroéconomiques et à renforcer la gestion des finances publiques. Cette phase marque un tournant important dans l'histoire économique récente du pays, dans un contexte où la stabilisation des institutions financières apparaissait comme une condition essentielle à la relance économique. Avec l'appui de partenaires internationaux tels que le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, plusieurs réformes structurelles ont été progressivement mises en œuvre afin d'améliorer la gouvernance économique et la discipline budgétaire (FMI, 2010 ; Banque mondiale, 2012).

Ces réformes ont porté sur plusieurs dimensions stratégiques, notamment la modernisation de l'administration fiscale, l'amélioration des mécanismes de gestion budgétaire, la limitation du financement monétaire des déficits publics, le renforcement des capacités de la Banque Centrale du Congo ainsi que la maîtrise de l'inflation et la promotion d'une plus grande transparence dans la gestion des ressources publiques. Dans cette dynamique, la réorganisation progressive des administrations financières a joué un rôle déterminant. La montée en puissance d'institutions telles que la Direction Générale des Impôts (DGI), la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) ainsi que la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations (DGRAD) a contribué à renforcer progressivement les capacités de mobilisation des recettes publiques et à améliorer les performances fiscales de l'État (Banque Centrale du Congo, 2015).

Par ailleurs, une étape importante a été franchie en 2010 lorsque la République démocratique du Congo a atteint le point d'achèvement de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Selon le Fonds Monétaire International (2010), cette avancée a permis une réduction substantielle du poids de la dette extérieure et un allègement significatif des contraintes pesant sur les finances publiques. Dans le même temps, plusieurs indicateurs macroéconomiques ont progressivement affiché des signes d'amélioration, notamment à travers une diminution de l'inflation et une reprise de la croissance économique, soutenue en grande partie par le dynamisme du secteur minier.

1.5. Les finances publiques en RDC de 2015 à 2025

Entre 2015 et 2025, les finances publiques de la République démocratique du Congo ont continué à évoluer dans un contexte fortement influencé par les performances du secteur minier. Les recettes publiques sont restées largement tributaires des revenus générés par l'exploitation et l'exportation du cuivre et du cobalt, deux minerais stratégiques dont la demande internationale a connu une forte progression sous l'effet du développement des industries technologiques et de la transition énergétique mondiale. Selon la Banque africaine de développement (2024) et la Banque mondiale (2023), cette dynamique a favorisé une augmentation des exportations ainsi qu'une amélioration progressive des recettes publiques au cours des dernières années.

Parallèlement, les autorités congolaises ont poursuivi plusieurs réformes visant à moderniser la gestion des finances publiques et à renforcer l'efficacité budgétaire. Ces efforts ont notamment porté sur la numérisation progressive des procédures fiscales, le renforcement de la chaîne de dépenses publiques, l'amélioration de la transparence budgétaire, l'élargissement de l'assiette fiscale ainsi que la consolidation des mécanismes de gouvernance financière. D'après le Fonds Monétaire International (FMI, 2024), ces réformes ont contribué à améliorer progressivement les performances budgétaires du pays, malgré un environnement international marqué par plusieurs chocs économiques, notamment les conséquences de la pandémie de COVID-19 et les fluctuations des cours mondiaux des matières premières.

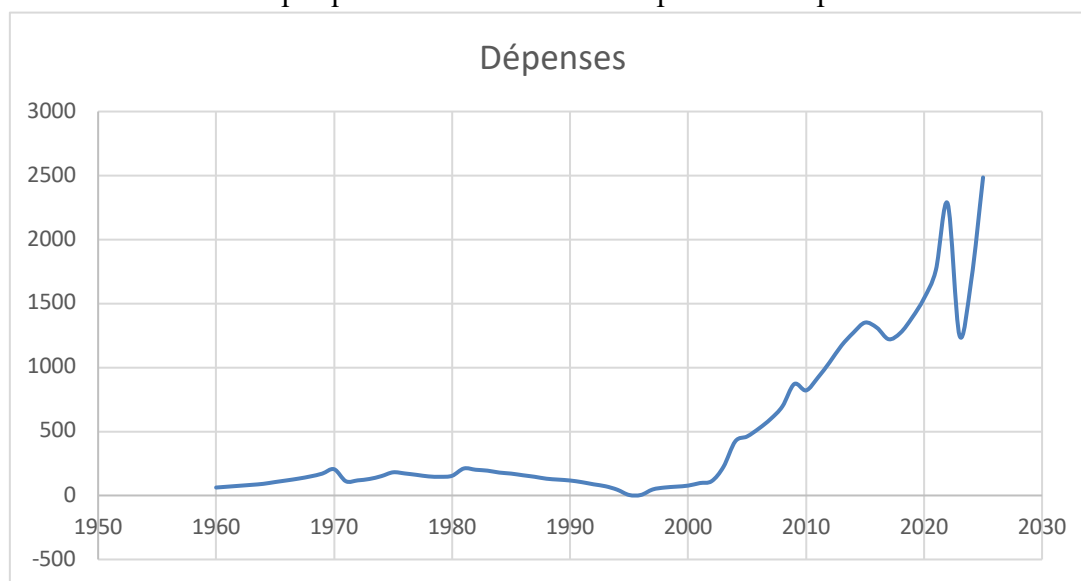
Toutefois, malgré ces avancées, plusieurs défis structurels continuent d'affecter durablement les finances publiques congolaises. La faible pression fiscale, la forte dépendance aux revenus miniers, l'importance du secteur informel, la persistance de pratiques de corruption, les insuffisances administratives ainsi que les contraintes sécuritaires liées aux conflits dans l'Est du pays constituent encore des obstacles importants à la consolidation budgétaire (Banque mondiale, 2023). Par ailleurs, les difficultés associées au processus de décentralisation financière limitent également l'efficacité de certaines politiques publiques.

En outre, le budget de l'État a connu une progression notable au cours des dernières années, principalement soutenue par l'amélioration des recettes fiscales et minières. Les dépenses publiques se concentrent désormais davantage sur des secteurs prioritaires tels que les infrastructures, la sécurité, l'éducation, la santé et les investissements publics. Néanmoins, plusieurs analyses rappellent que les finances publiques congolaises demeurent fortement exposées aux chocs externes ainsi qu'aux fluctuations des marchés des matières premières (FMI, 2024 ; Banque africaine de développement, 2024). Cette situation met en évidence la nécessité de poursuivre les efforts de diversification économique et de renforcer durablement les mécanismes de gouvernance budgétaire afin d'assurer une plus grande résilience financière à long terme.

Afin de compléter l'analyse précédente relative à l'évolution récente des finances publiques en République démocratique du Congo, il apparaît également pertinent d'examiner la dynamique des dépenses publiques, en particulier les dépenses en capital. Ces dernières occupent une place stratégique dans la politique budgétaire puisqu'elles traduisent les efforts de l'État en matière d'investissements publics destinés à financer les infrastructures, les équipements collectifs et les projets de développement susceptibles de soutenir durablement la croissance économique. Leur évolution permet ainsi d'apprécier les priorités budgétaires adoptées par les pouvoirs publics ainsi que l'intensité des investissements publics réalisés au cours des différentes périodes.

Le Graphique 2.2 ci-après présente l'évolution des dépenses en capital en République démocratique du Congo sur la période étudiée.

Graphique 2.2 : Évolution des dépenses en capital



Source : Auteur, sur base des données de la BCC.

L'observation du graphique met en évidence une évolution globalement croissante des dépenses en capital, bien qu'elle demeure marquée par plusieurs fluctuations au cours du temps. Jusqu'aux années 1990, les dépenses en capital restent relativement faibles et évoluent à des niveaux limités, traduisant un contexte économique marqué par des contraintes budgétaires, une faible capacité d'investissement public ainsi que les différentes crises économiques et politiques traversées par le pays. Cette situation s'est particulièrement accentuée durant les périodes d'instabilité macroéconomique et de conflits armés qui ont affecté la capacité financière de l'État.

À partir du début des années 2000, une tendance haussière plus marquée apparaît progressivement. Cette évolution coïncide avec la période de reprise économique, les réformes engagées dans la gestion des finances publiques ainsi que l'amélioration progressive des recettes publiques. Les dépenses en capital connaissent notamment une accélération importante après 2010, traduisant un renforcement des investissements publics orientés vers les infrastructures, les équipements collectifs et certains projets de développement. Toutefois, certaines baisses ponctuelles observées au cours des années récentes traduisent une sensibilité persistante aux chocs économiques, aux fluctuations des recettes publiques et aux contraintes budgétaires.

Dans l'ensemble, ce graphique met en évidence une progression significative de l'effort d'investissement public en République démocratique du Congo. Néanmoins, les fortes variations observées rappellent que les dépenses publiques demeurent encore influencées par la volatilité des ressources financières, notamment celles issues du secteur minier, ainsi que par les contraintes structurelles affectant les finances publiques du pays.

II.1.3. Présentation du secteur monétaire en RDC

Le secteur monétaire de la République démocratique du Congo (RDC) regroupe l'ensemble des institutions, politiques et mécanismes liés à la création, à la circulation et à la régulation de la monnaie dans l'économie nationale. Il comprend principalement la Banque Centrale du Congo, les banques commerciales, les institutions financières, les marchés monétaires ainsi que les politiques monétaires mises en œuvre pour assurer la stabilité des prix, contrôler l'inflation et soutenir l'activité économique.

Depuis l'indépendance en 1960, le secteur monétaire congolais a connu plusieurs transformations importantes marquées par des périodes de stabilité relative, d'hyperinflation, de dépréciation monétaire, de dollarisation, de réformes financières et de modernisation progressive du système bancaire. L'évolution du secteur monétaire reflète étroitement les changements politiques, économiques et institutionnels intervenus dans le pays au cours des différentes périodes historiques.

1. Évolution historique du secteur monétaire en RDC (1960–2025)

1.1. Le secteur monétaire après l'indépendance (1960–1973)

Après l'indépendance en 1960, la RDC hérita d'un système monétaire relativement structuré mis en place durant la colonisation belge. La monnaie nationale était alors le franc congolais, administré par la Banque Centrale du Congo créée en 1961 pour remplacer les institutions monétaires coloniales.

Durant les premières années de l'indépendance, le système monétaire congolais resta relativement stable malgré les crises politiques et institutionnelles. La Banque centrale jouait principalement le rôle d'émission monétaire, de régulation bancaire et de gestion des réserves de change.

L'économie congolaise étant largement soutenue par les exportations minières et agricoles, les recettes en devises provenant du cuivre, du cobalt, de l'or et du café contribuaient à maintenir une certaine stabilité monétaire. Toutefois, les tensions politiques, les sécessions provinciales et les difficultés budgétaires commencèrent progressivement à fragiliser le système financier et monétaire du pays.

1.2. La période de centralisation monétaire et de déséquilibres économiques (1973–1990)

Sous le régime du président Mobutu Sese Seko, le système monétaire de la République démocratique du Congo s'inscrivait dans une logique de forte centralisation autour de l'État. Dans cette dynamique, une réforme monétaire majeure fut mise en œuvre en 1967 avec le remplacement du franc congolais par le zaïre, nouvelle monnaie nationale destinée à renforcer l'affirmation de la souveraineté économique du pays et à symboliser une nouvelle orientation politique et économique (Young & Turner, 1985).

Au cours des années 1970, l'État renforça davantage son intervention dans l'économie à travers les entreprises publiques, les investissements nationaux ainsi qu'une expansion importante des dépenses gouvernementales. Toutefois, cette forte présence publique s'accompagna progressivement d'importants déséquilibres financiers. La Banque centrale fut régulièrement sollicitée pour financer les déficits budgétaires par création monétaire. Selon Nzongola-Ntalaja (2002), cette pratique a progressivement alimenté les tensions inflationnistes et fragilisé les équilibres monétaires du pays. Dans le même temps, la baisse des cours internationaux du cuivre durant les années 1970 et 1980 a considérablement réduit les recettes en devises, accentuant les déséquilibres extérieurs et aggravant la dépréciation continue du zaïre. À cela se sont ajoutés plusieurs facteurs tels que l'endettement extérieur, le déficit de la balance des paiements et les faiblesses persistantes de gouvernance économique.

Face à ces difficultés, plusieurs programmes d'ajustement structurel soutenus par le Fonds Monétaire International ont été progressivement mis en œuvre afin de restaurer la stabilité monétaire, réduire les déficits publics et restructurer le système bancaire. Cependant, comme le soulignent les analyses du FMI (1999), les effets de ces réformes sont restés relativement limités en raison des fragilités institutionnelles, de l'instabilité économique et des contraintes politiques persistantes.

Par ailleurs, les années 1990 constituent l'une des périodes les plus critiques de l'histoire monétaire de la RDC. L'effondrement progressif de l'activité économique, les épisodes de pillages de 1991 et 1993, les conflits armés ainsi que les déséquilibres macroéconomiques ont fortement accentué la crise monétaire. Le recours excessif au financement monétaire des déficits publics a conduit à une phase d'hyperinflation particulièrement sévère. Selon la Banque Centrale du Congo (BCC, 2015), certains épisodes ont enregistré des taux d'inflation atteignant plusieurs milliers de pourcents, entraînant une perte rapide du pouvoir d'achat et une dépréciation importante de la monnaie nationale.

Cette instabilité a progressivement érodé la confiance des agents économiques envers la monnaie nationale, d'abord le zaïre puis le nouveau franc congolais introduit en 1997 après la chute du régime Mobutu. Dans ce contexte, l'économie congolaise a connu un phénomène croissant de dollarisation, marqué par une préférence accrue pour le dollar américain dans les transactions courantes, l'épargne et les échanges commerciaux. En parallèle, le système bancaire a traversé une crise profonde caractérisée par la faillite de plusieurs institutions financières, la baisse des dépôts bancaires, la contraction du crédit ainsi qu'une détérioration générale de la confiance dans les établissements financiers. Cette situation a également entraîné une réduction significative des réserves de change et a fortement limité l'efficacité de la politique monétaire, déjà fragilisée par l'instabilité politique, les conflits armés et les faiblesses institutionnelles.

1.3. Les réformes monétaires et la stabilisation macroéconomique (2003–2015)

À la suite des accords de paix et de la transition politique, la République démocratique du Congo a progressivement engagé une série de réformes monétaires et financières destinées à restaurer les équilibres macroéconomiques et à renforcer la stabilité du système financier national. Cette période marque une étape importante dans le processus de reconstruction économique du pays, dans un contexte où la maîtrise de l'inflation et la restauration de la confiance dans les institutions monétaires constituaient des priorités majeures. Avec l'appui du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale, plusieurs politiques économiques ont été progressivement mises en œuvre afin d'instaurer une gestion monétaire plus prudente et plus disciplinée (FMI, 2010 ; Banque mondiale, 2012).

Les réformes engagées ont porté sur plusieurs dimensions stratégiques du système monétaire et bancaire. Elles ont notamment concerné le renforcement de l'autonomie de la Banque Centrale du Congo, la réduction progressive du financement monétaire des déficits publics, la restructuration du système bancaire, la modernisation des instruments de politique monétaire ainsi que le renforcement des dispositifs de supervision financière. Par ailleurs, les autorités ont également entrepris des efforts visant à reconstituer les réserves internationales afin d'améliorer la capacité du pays à faire face aux chocs externes et à soutenir la stabilité monétaire (Banque Centrale du Congo, 2015).

Ces différentes mesures ont progressivement produit certains résultats favorables. L'inflation a connu une baisse significative et le taux de change a affiché une relative stabilité comparativement aux décennies précédentes. Dans le même temps, le secteur bancaire a progressivement retrouvé une certaine dynamique grâce à l'entrée de nouvelles banques commerciales et au développement progressif des services financiers. Toutefois, malgré ces avancées, la dollarisation de l'économie congolaise est demeurée particulièrement élevée. Selon le FMI (2015), le dollar américain continue d'occuper une place prépondérante dans les transactions de grande valeur, les opérations de crédit bancaire ainsi que dans de nombreux contrats commerciaux, traduisant une confiance encore limitée envers la monnaie nationale.

1.4. Le secteur monétaire de 2015 à 2025

Entre 2015 et 2025, le secteur monétaire de la République démocratique du Congo a poursuivi une dynamique progressive de modernisation, malgré la persistance de plusieurs contraintes structurelles. Au cours de cette période, la Banque Centrale du Congo (BCC) a intensifié ses efforts en matière de stabilisation monétaire et de renforcement de la régulation financière dans le but d'améliorer la résilience du système financier national. Plusieurs réformes ont ainsi été engagées, notamment dans les domaines de la digitalisation des services financiers, du développement du mobile banking, du renforcement de la supervision bancaire, de l'amélioration des systèmes de paiement électronique ainsi que de l'élargissement progressif de l'inclusion financière (Banque Centrale du Congo [BCC], 2024 ; Fonds Monétaire International [FMI], 2024).

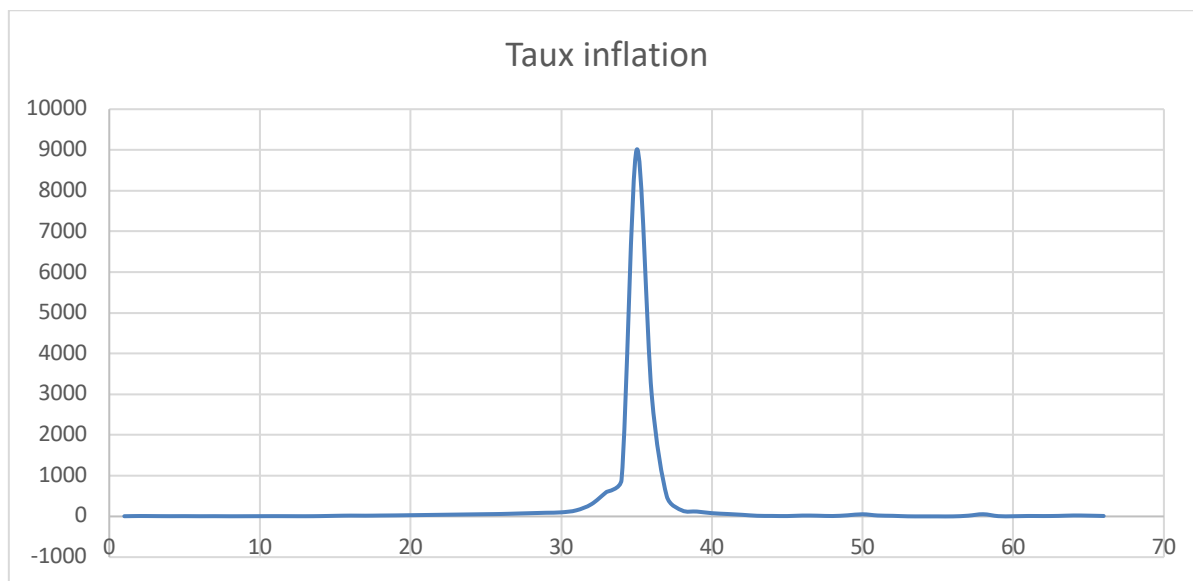
Par ailleurs, le secteur bancaire a progressivement gagné en profondeur à travers l'augmentation du nombre d'institutions financières et l'expansion des services numériques. Les systèmes de paiement mobile occupent désormais une place croissante dans les transactions économiques quotidiennes, particulièrement dans les grands centres urbains où les outils numériques connaissent une adoption plus rapide. Selon la Banque mondiale (2023), ces innovations contribuent progressivement à l'amélioration de l'accès aux services financiers pour une partie importante de la population jusque-là exclue du système bancaire traditionnel. De même, l'essor des institutions de microfinance participe à une diffusion plus large des services financiers auprès des ménages et des petites activités économiques.

Toutefois, malgré ces avancées, plusieurs défis structurels continuent de limiter les performances du secteur monétaire congolais. Parmi les principales contraintes figurent la forte dollarisation de l'économie, le faible niveau de bancarisation, l'instabilité du taux de change, la dépendance persistante aux exportations minières, les effets de l'inflation importée ainsi que la faible profondeur du marché financier. Comme le souligne la Banque Centrale du Congo (2024), le système bancaire est demeuré globalement résilient face aux chocs internationaux récents, notamment les effets de la pandémie de COVID-19 et les fluctuations des cours mondiaux des matières premières. Néanmoins, la persistance de la dollarisation continue de réduire significativement l'efficacité des instruments de politique monétaire en limitant la capacité de la Banque centrale à influencer pleinement la masse monétaire et les conditions financières de l'économie.

Dans cette perspective, les orientations récentes de la politique monétaire poursuivent principalement plusieurs objectifs : la maîtrise de l'inflation, la stabilisation du taux de change, le renforcement des réserves internationales, la consolidation du système bancaire ainsi que le rétablissement progressif de la confiance envers la monnaie nationale. Afin d'apprécier l'évolution récente de la stabilité des prix et les différentes fluctuations observées au cours de la période étudiée, il apparaît pertinent d'examiner l'évolution du niveau général des prix.

Le Graphique 3 ci-après présente ainsi l'évolution du taux d'inflation en République démocratique du Congo.

Graphique 3 : Évolution du taux d'inflation



Source : Source : Auteur, sur base des données de la BCC.

Le graphique ci-haut met en évidence une évolution très contrastée du taux d'inflation en République démocratique du Congo sur la période étudiée. Durant les premières décennies suivant l'indépendance, l'inflation demeure globalement faible et relativement stable. Toutefois, à partir de la fin des années 1980 et surtout au début des années 1990, une forte dégradation de la situation monétaire est observée avec une hausse brutale du niveau général des prix.

L'élément le plus marquant reste le pic exceptionnel enregistré autour de 1994, où le taux d'inflation atteint un niveau extrêmement élevé avoisinant 9 000 %. Cette phase d'hyperinflation reflète les effets combinés des crises économiques, des conflits, des déséquilibres macroéconomiques et du recours excessif au financement monétaire des déficits publics. Cette période a fortement affecté la stabilité économique et entraîné une importante perte de valeur de la monnaie nationale.

Par la suite, une baisse rapide du taux d'inflation s'observe à partir de la fin des années 1990, puis une relative stabilisation apparaît au cours des années 2000 et des périodes récentes. Cette évolution traduit les effets des réformes monétaires et des politiques de stabilisation mises en œuvre. Néanmoins, quelques fluctuations persistent, rappelant que l'économie congolaise demeure encore sensible aux chocs externes et aux déséquilibres structurels.

II.1.4. Présentation du secteur extérieur en RDC de 1960 à 2025

L'analyse du secteur extérieur occupe une place importante dans la compréhension de l'évolution économique de la République démocratique du Congo, dans la mesure où les échanges avec le reste du monde influencent directement les performances macroéconomiques du pays. À travers les exportations, les importations, les flux financiers internationaux et les mouvements de capitaux, ce secteur constitue un canal essentiel de financement de l'économie nationale et un indicateur majeur de son degré d'intégration dans l'économie mondiale.

Dans cette perspective, le secteur extérieur de la République démocratique du Congo regroupe l'ensemble des relations économiques entretenues avec l'étranger, notamment les échanges de biens et services, les exportations, les importations, la balance commerciale, la balance des paiements, les investissements directs étrangers, les réserves internationales, la dette extérieure ainsi que les différentes formes de coopération économique internationale. Depuis l'indépendance en 1960, ce secteur demeure largement dominé par l'exploitation et l'exportation des ressources minières, particulièrement le cuivre, le cobalt, le diamant, l'or et, plus récemment, les minerais stratégiques devenus essentiels dans le contexte de la transition énergétique mondiale.

1. Évolution du secteur extérieur de la RDC

1.1. De 1960 à 1973 : une économie ouverte héritée de la colonisation

À son accession à l'indépendance, la République démocratique du Congo disposait d'une économie fortement ouverte sur l'extérieur, largement orientée vers l'exportation de produits primaires. Les échanges extérieurs reposaient principalement sur les ressources minières, notamment le cuivre, le cobalt, le diamant et l'or, auxquels s'ajoutaient plusieurs produits agricoles d'exportation tels que le café, le coton, le caoutchouc et l'huile de palme. À cette époque, les recettes générées par les exportations constituaient une source essentielle de devises et permettaient de financer l'importation de biens manufacturés, d'équipements industriels, de produits pétroliers ainsi que de nombreux biens de consommation nécessaires au fonctionnement de l'économie (Banque mondiale, 2016).

Par ailleurs, durant les premières années suivant l'indépendance, le secteur extérieur affichait encore une certaine dynamique héritée des infrastructures mises en place pendant la période coloniale. Les réseaux de transport, les installations minières et les circuits commerciaux facilitaient les activités d'exportation et soutenaient l'intégration économique du pays dans les échanges internationaux. Toutefois, cette situation s'est progressivement détériorée sous l'effet des turbulences politiques qui ont marqué les années 1960. Selon Nzongola-Ntalaja (2002), les crises institutionnelles, les mouvements de sécession provinciale ainsi que les difficultés de gestion publique ont progressivement fragilisé les capacités économiques du pays et réduit sa capacité à maintenir un secteur extérieur stable et performant.

1.2. De 1973 à 1990 : zaïrianisation, dépendance minière et déséquilibres extérieurs

La politique de « zaïrianisation » initiée en 1973 a constitué un tournant majeur dans l'évolution économique de la République démocratique du Congo et a profondément influencé la dynamique du secteur extérieur. Cette réforme, mise en œuvre sous le régime du président Mobutu Sese Seko, visait à transférer à des nationaux plusieurs entreprises auparavant détenues par des intérêts étrangers. Bien que cette initiative poursuivît un objectif de renforcement de l'appropriation nationale de l'économie, ses effets sur l'activité économique furent rapidement perceptibles. Selon Young et Turner (1985), l'insuffisance des capacités de gestion, les difficultés organisationnelles ainsi que les faiblesses institutionnelles ont progressivement entraîné une baisse de la production, une désorganisation des circuits commerciaux et une détérioration de la compétitivité économique du pays.

Par ailleurs, durant cette période, les exportations congolaises demeuraient fortement concentrées autour d'un nombre limité de produits miniers, principalement le cuivre et le cobalt. Cette spécialisation excessive a rendu l'économie particulièrement vulnérable aux fluctuations des marchés internationaux. La chute des cours mondiaux du cuivre observée durant les années 1970 et 1980 a fortement réduit les recettes en devises et fragilisé les équilibres extérieurs du pays. Comme le soulignent Ndikumana et Boyce (1998), cette situation a contribué à la détérioration progressive de la balance des paiements ainsi qu'à une augmentation importante de l'endettement extérieur.

Dans le même temps, les importations demeuraient largement orientées vers les biens manufacturés, les équipements industriels, les produits pétroliers ainsi que divers biens de consommation. Toutefois, la contraction progressive de la production nationale a renforcé la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur. Cette évolution a accentué les besoins d'importation et exercé une pression croissante sur les réserves de change, aggravant davantage les déséquilibres extérieurs de l'économie congolaise.

1.3. De 1990 à 2003 : crise économique, conflits et effondrement des échanges

Les années 1990 correspondent à une période particulièrement difficile pour le secteur extérieur de la République démocratique du Congo. Cette décennie a été marquée par une succession de crises économiques, politiques et sécuritaires qui ont profondément perturbé les échanges extérieurs du pays. Les épisodes de pillages de 1991 et 1993, l'hyperinflation, la contraction de l'activité productive ainsi que les conflits armés survenus entre 1996 et 2003 ont progressivement désorganisé les mécanismes traditionnels d'exportation et d'importation. Selon Nzongola-Ntalaja (2002), cette période a fortement fragilisé l'économie nationale et réduit considérablement les capacités d'intervention de l'État.

Par ailleurs, le secteur minier, principal moteur des exportations congolaises, a connu une profonde transformation durant cette phase de crise. La production minière formelle a enregistré un recul important, tandis que les activités artisanales et les circuits informels ont progressivement pris une place plus importante dans l'exploitation et la commercialisation des ressources naturelles. Comme le soulignent Autesserre (2010) et la Banque mondiale (2016), une part significative des minerais échappait alors aux circuits officiels et faisait l'objet

d'exportations non contrôlées, limitant fortement les recettes publiques et réduisant les capacités financières de l'État.

Dans ce contexte, les réserves internationales ont connu une forte dégradation et le pays a accumulé d'importants arriérés extérieurs. Ainsi, le secteur extérieur reflétait largement les fragilités structurelles qui caractérisaient l'économie congolaise durant cette période. La faiblesse des institutions, la perte de contrôle de certaines zones minières ainsi que l'instabilité politique ont progressivement réduit la capacité du pays à gérer efficacement ses ressources et ses échanges extérieurs.

1.4. De 2003 à 2015 : reprise des exportations et retour des investissements étrangers

À la suite des accords de paix et de la transition politique, la République démocratique du Congo a progressivement amorcé une phase de redynamisation de ses relations économiques avec l'extérieur. Le retour progressif à une relative stabilité institutionnelle, combiné à la mise en œuvre de réformes macroéconomiques et à l'amélioration du climat économique, a contribué à restaurer progressivement la confiance des partenaires internationaux. Selon le Fonds Monétaire International (FMI, 2010) et la Banque mondiale (2016), cette période a été marquée par une reprise graduelle de l'activité économique et un retour des investissements directs étrangers, principalement orientés vers le secteur minier.

Par ailleurs, les exportations congolaises ont enregistré une croissance importante, soutenue essentiellement par l'augmentation de la production de cuivre, de cobalt, d'or et de diamant. Le secteur minier a ainsi retrouvé son rôle central dans la génération des recettes en devises et dans le financement des échanges extérieurs. Dans le même temps, les importations ont également progressé de manière significative, notamment pour les équipements industriels, les machines destinées à l'exploitation minière, les produits pétroliers, les matériaux de construction ainsi que plusieurs produits alimentaires (Banque africaine de développement, 2018).

Toutefois, cette dynamique de reprise a également accentué certaines fragilités structurelles de l'économie congolaise. En effet, malgré l'amélioration des performances extérieures, la structure des exportations est demeurée fortement concentrée autour des ressources minières. Selon la Banque mondiale (2021), cette faible diversification continue d'exposer l'économie aux fluctuations des marchés internationaux. Parallèlement, la forte dépendance aux importations de produits manufacturés et alimentaires demeure un défi important, traduisant les limites persistantes de la transformation structurelle de l'économie nationale.

1.5. De 2015 à 2025 : domination du cuivre et du cobalt dans le secteur extérieur

Entre 2015 et 2025, le secteur extérieur de la République démocratique du Congo a continué à être largement dominé par les exportations minières, confirmant la place centrale du secteur extractif dans la structure économique nationale. Le cuivre et le cobalt occupent une position stratégique dans les exportations du pays, soutenus par une demande internationale croissante liée au développement des batteries électriques, des véhicules à faible émission de carbone et aux besoins associés à la transition énergétique mondiale. Selon les analyses récentes du Fonds Monétaire International, les industries extractives représentent environ 99 % des exportations de la RDC, ce qui illustre une concentration extrêmement élevée du commerce extérieur autour des ressources minières.

Par ailleurs, la croissance économique récente de la RDC demeure étroitement liée aux performances du secteur minier. Les travaux de la Banque mondiale indiquent que l'activité économique a continué à être soutenue principalement par l'expansion de la production et des exportations de cuivre. Même dans un contexte marqué par certaines perturbations temporaires affectant les exportations de cobalt, les performances du cuivre ont permis de maintenir une dynamique relativement favorable des exportations et de soutenir la croissance économique nationale.

Toutefois, cette dynamique extérieure continue de révéler plusieurs fragilités structurelles. Le commerce extérieur congolais demeure fortement exposé aux fluctuations des cours internationaux des matières premières, en raison de la faible diversification des exportations et de la transformation locale encore limitée des ressources minières. En parallèle, les importations restent dominées par les biens d'équipement, les produits pétroliers, les intrants industriels, les produits alimentaires ainsi que différents biens de consommation. Cette configuration traduit une dépendance persistante vis-à-vis de l'extérieur et souligne les défis encore importants liés à la diversification productive et à la transformation structurelle de l'économie congolaise. Des analyses de la Banque mondiale rappellent également que le pays conserve une base d'exportation relativement étroite et demeure fortement dépendant des importations alimentaires malgré son important potentiel agricole.

2. Principales caractéristiques du secteur extérieur congolais

2.1. Une forte dépendance aux exportations minières

La RDC dispose d'un potentiel minier exceptionnel, mais cette richesse rend son secteur extérieur très dépendant des marchés internationaux. Les recettes d'exportation varient fortement selon les prix du cuivre, du cobalt, de l'or et du diamant. Cette concentration expose le pays aux chocs extérieurs et limite la stabilité de la balance des paiements.

2.2. Une faible diversification des exportations

Malgré son potentiel agricole, énergétique et industriel, la RDC exporte principalement des produits bruts ou faiblement transformés. L'agriculture, qui employait une grande partie de la population, contribue faiblement aux exportations modernes. Cette faible diversification limite la création de valeur ajoutée locale et réduit la capacité du pays à amortir les chocs miniers.

2.3. Une forte dépendance aux importations

La RDC importe une grande partie de ses biens manufacturés, produits pétroliers, équipements, médicaments et produits alimentaires. Cette dépendance aux importations pèse sur la balance commerciale, surtout lorsque les recettes minières baissent ou lorsque le taux de change se déprécie.

2.4. Une balance des paiements vulnérable

La balance des paiements congolaise dépend largement des exportations minières, des investissements directs étrangers et de l'aide extérieure. Le FMI note qu'en 2023, malgré la détérioration du compte courant, les réserves internationales se sont renforcées, soutenues notamment par les entrées de capitaux dans le secteur minier.

2.5. Le rôle des investissements directs étrangers

Les investissements directs étrangers (IDE) occupent une place importante dans la dynamique du secteur extérieur de la République démocratique du Congo. Au cours des dernières décennies, les flux d'investissements ont été principalement orientés vers des secteurs stratégiques tels que les mines, l'énergie, les télécommunications ainsi que certaines infrastructures économiques. Selon la Banque mondiale (2023) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED, 2024), l'attractivité du pays repose largement sur l'abondance de ses ressources naturelles et sur son potentiel minier exceptionnel. Toutefois, la forte concentration des investissements dans les activités extractives limite encore les effets d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie et réduit leur contribution à une véritable diversification productive.

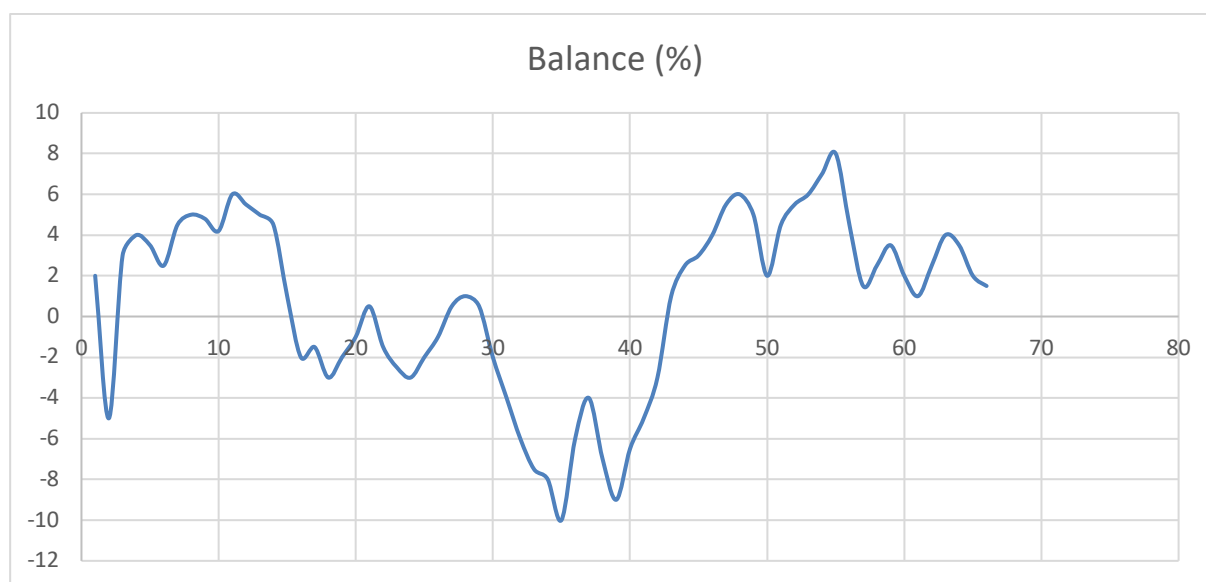
Par ailleurs, malgré le potentiel économique considérable du pays, le secteur extérieur congolais demeure confronté à plusieurs contraintes structurelles. Parmi les principaux défis figurent la dépendance excessive aux exportations de cuivre et de cobalt, la faible diversification des produits exportés, l'insuffisance de la transformation locale des ressources minières ainsi qu'une forte dépendance aux importations de biens alimentaires et manufacturés. À ces

difficultés s'ajoutent également la volatilité des prix internationaux des matières premières, les sorties illicites de capitaux, la contrebande minière, les déficits persistants en infrastructures énergétiques et de transport, la faible compétitivité industrielle ainsi que les tensions sécuritaires récurrentes dans l'Est du pays (Banque africaine de développement, 2024).

Afin d'apprécier l'évolution des échanges extérieurs et les déséquilibres pouvant caractériser les relations commerciales du pays avec le reste du monde, il apparaît pertinent d'examiner l'évolution de la balance des échanges. Cet indicateur permet notamment d'analyser la dynamique des exportations et des importations ainsi que les différentes tendances ayant marqué les performances extérieures de la RDC au cours de la période étudiée.

Le Graphique 2.4 ci-après présente l'évolution de la balance des échanges en République démocratique du Congo.

Graphique 4 : Evolution de la balance des échanges



Source : Auteur, sur base des données de la BCC.

Comme vous pouvez le constater, le graphique n°4 met en évidence une évolution relativement instable de la balance des échanges en République démocratique du Congo sur la période étudiée. Les résultats alternent entre des phases d'excédent et de déficit commercial, traduisant une forte sensibilité des échanges extérieurs aux évolutions économiques internes ainsi qu'aux fluctuations de l'environnement international. Durant les premières décennies, la balance affiche globalement des niveaux positifs, soutenus principalement par les exportations minières qui constituaient une source importante de recettes extérieures.

Toutefois, à partir de la fin des années 1970 jusqu'aux années 1990, une détérioration progressive apparaît avec plusieurs périodes de déficit relativement marqué. Le niveau le plus critique est observé durant les années 1990 où la balance atteint des valeurs fortement négatives. Cette situation reflète les effets combinés des crises économiques, de l'instabilité politique, de la baisse des capacités productives et des perturbations ayant affecté les activités d'exportation du pays.

À partir des années 2000, une amélioration progressive se dessine avec le retour de soldes majoritairement positifs, portée notamment par la reprise du secteur minier et l'augmentation des exportations de matières premières. Néanmoins, les fluctuations observées au cours des années récentes montrent que l'économie congolaise demeure fortement exposée aux variations des cours internationaux et reste vulnérable aux chocs extérieurs, confirmant la nécessité d'une plus grande diversification économique.

II.2. Présentation des approches économétriques des moments généralisés

Après avoir présenté le contexte économique ainsi que les principales évolutions structurelles liées à l'objet de cette étude, il apparaît désormais nécessaire de s'intéresser au cadre méthodologique qui permettra d'examiner empiriquement la relation entre investissements publics et croissance économique. En effet, l'analyse quantitative de cette relation ne se limite pas à une simple observation statistique, car les interactions entre ces variables demeurent complexes et peuvent soulever plusieurs difficultés sur le plan économétrique.

L'une des principales difficultés réside notamment dans le caractère potentiellement réciproque de cette relation. D'une part, les investissements publics peuvent influencer la croissance économique à travers l'amélioration des infrastructures, du capital humain ou des capacités productives. D'autre part, une économie en croissance peut également générer davantage de ressources publiques et accroître les capacités d'investissement de l'État. Cette interaction simultanée crée un problème d'endogénéité susceptible de biaiser les résultats obtenus lorsque des méthodes économétriques classiques, telles que les moindres carrés ordinaires (MCO), sont utilisées.

Face à ces limites, plusieurs travaux empiriques privilégient l'approche de la Méthode des Moments Généralisés (Generalized Method of Moments dit « GMM ») développée par Hansen (1982). Cette méthode est particulièrement adaptée aux analyses macroéconomiques en données de panel dynamique puisqu'elle permet de traiter simultanément plusieurs problèmes économétriques tels que l'endogénéité, l'hétéroscédasticité, l'autocorrélation ainsi que les effets spécifiques non observés. Ainsi, dans le cadre de cette recherche portant sur les effets des investissements publics sur la croissance économique, l'approche GMM apparaît comme un outil méthodologique pertinent permettant d'obtenir des estimations plus robustes et des résultats empiriques plus fiables.

1. Justification de l'utilisation de la méthode GMM

L'utilisation de la méthode GMM dans l'étude des effets des investissements publics sur la croissance économique se justifie par plusieurs raisons théoriques et économétriques.

1.1. Le problème d'endogénéité

Dans les modèles de croissance économique, les investissements publics peuvent influencer la croissance économique, mais la croissance économique elle-même peut également affecter les capacités d'investissement de l'État à travers l'augmentation des recettes fiscales et des ressources publiques.

Cette relation de causalité bidirectionnelle crée un problème d'endogénéité, c'est-à-dire une corrélation entre certaines variables explicatives et le terme d'erreur. Dans ce cas, les estimateurs MCO deviennent biaisés et incohérents.

La méthode GMM permet de corriger ce problème grâce à l'utilisation des variables instrumentales, notamment les valeurs retardées des variables explicatives.

1.2. La présence d'effets spécifiques non observés

Dans les études portant sur plusieurs pays ou plusieurs périodes, certaines caractéristiques propres aux économies étudiées ne sont pas directement observables :

Qualité des institutions ;

Stabilité politique ;

Niveau de gouvernance ;

Structure économique ;

Caractéristiques géographiques.

Ces effets spécifiques peuvent influencer simultanément l'investissement public et la croissance économique.

La méthode GMM permet de neutraliser ces effets individuels non observés grâce à la transformation en différences premières.

1.3. La dynamique de la croissance économique

La croissance économique présente généralement une forte inertie temporelle. Cela signifie que le niveau actuel de croissance dépend souvent du niveau passé de croissance.

Ainsi, les modèles empiriques incluent fréquemment une variable dépendante retardée :

Où :

- Représente le taux de croissance économique ;
- Représente la croissance retardée ;

- Représente les investissements publics ;
- Représente les variables de contrôle ;
- Représente les effets spécifiques ;
- Représente le terme d'erreur.

Dans ce type de modèle dynamique, les estimateurs classiques deviennent biaisés, ce qui justifie l'utilisation du GMM.

II.2. Approche méthodologique

2.1. Le GMM en différences d'Arellano et Bond (1991)

L'approche GMM en différences a été développée par Manuel Arellano et Stephen Bond (1991).

Cette méthode consiste à :

Éliminer les effets individuels fixes par différenciation première ;

Utiliser les valeurs retardées des variables comme instruments internes.

Le modèle estimé prend généralement la forme suivante :

Cette approche est largement utilisée dans les études empiriques sur :

L'investissement public ;

Les dépenses publiques ;

Les infrastructures ;

La croissance économique.

Cependant, lorsque les variables sont fortement persistantes, les instruments utilisés dans le GMM en différences peuvent devenir faibles.

2.2. Le GMM en système de Blundell et Bond (1998)

Afin d'améliorer les performances du GMM en différences, Richard Blundell et Stephen Bond (1998) ont développé le GMM en système (System GMM).

Cette méthode combine :

- Les équations en différences premières ;
- Les équations en niveau.
- Le GMM en système est particulièrement recommandé lorsque :
 - Le nombre de périodes est faible ;
 - Les variables sont persistantes ;
 - Les instruments du GMM en différences sont faibles.

Dans les recherches sur les investissements publics et la croissance économique, le System GMM est aujourd'hui la méthode la plus utilisée, car elle améliore la précision et l'efficacité des estimations.

2. Spécification économétrique du modèle

Dans un mémoire portant sur les effets des investissements publics sur la croissance économique, le modèle GMM peut être spécifié comme suit :

$$CE_t = \beta_0 + \beta_1 CE_{t-1} + \beta_2 IP_t + \beta_3 IN_t + \beta_4 OC_t + \beta_5 DP_t + \mu_t \quad (2.1)$$

Où :

CE = croissance économique ;

CE (1) = croissance retardée ;

IP= investissements publics ;

IN = taux d'inflation ;

OC= ouverture commerciale ;

DP= dette publique ;

ES= effets spécifiques ;

EA= erreur aléatoire.

Dans ce modèle :

Les investissements publics peuvent être endogènes ;

Les retards des variables sont utilisés comme instruments ;

Les effets fixes sont éliminés par différenciation.

4. Les tests diagnostiques du modèle GMM

4.1. Test de Hansen ou de Sargan

Le test de Hansen ou de Sargan permet de vérifier la validité des instruments utilisés dans le modèle.

Hypothèse nulle : les instruments sont valides.

Une probabilité supérieure à 5 % indique généralement que les instruments sont acceptables.

4.2. Test d'autocorrélation d'Arellano-Bond

Ce test permet de vérifier l'absence d'autocorrélation des erreurs.

On examine généralement :

AR(1) ;

AR(2).

L'absence d'autocorrélation de second ordre AR(2) constitue une condition importante de validité du modèle.

5. Avantages du GMM dans l'étude des investissements publics

L'approche GMM présente plusieurs avantages dans l'analyse des effets des investissements publics sur la croissance économique :

5.1. Correction de l'endogénéité

Le GMM corrige les biais liés à la causalité inverse entre croissance économique et investissements publics.

5.2. Contrôle des effets spécifiques

La méthode tient compte des différences structurelles entre pays ou périodes.

5.3. Robustesse statistique

Les estimateurs restent robustes face :

À l'hétéroscédasticité ;

À l'autocorrélation ;

Aux erreurs non normales.

5.4. Adaptation aux panels dynamiques

Le GMM est particulièrement adapté aux études macroéconomiques comportant :

Plusieurs pays ;

Plusieurs années ;

Des variables dynamiques.

6. Limites de l'approche GMM

Malgré ses avantages, le GMM présente également certaines limites.

6.1. Prolifération des instruments

Un nombre excessif d'instruments peut biaiser les résultats et réduire la puissance des tests de validité.

6.2. Sensibilité à la spécification

Les résultats dépendent fortement :

Du choix des variables ;

Des instruments utilisés ;

Du nombre de retards retenus.

Conclusion du chapitre

À l'issue de ce deuxième chapitre, plusieurs enseignements majeurs peuvent être retenus. L'analyse du contexte économique de la République démocratique du Congo a permis de mettre en lumière les profondes transformations ayant marqué les principaux secteurs de l'économie depuis l'indépendance. À travers l'évolution du secteur réel, des finances publiques, du secteur monétaire ainsi que du secteur extérieur, il ressort que l'économie congolaise a évolué dans un environnement souvent marqué par des crises, des réformes, des mutations institutionnelles et des chocs externes ayant influencé sa trajectoire de développement.

Par ailleurs, cette analyse a montré que, malgré les progrès enregistrés au cours des dernières décennies, plusieurs contraintes structurelles continuent d'affecter durablement les performances économiques du pays. La forte dépendance aux ressources minières, la faible diversification productive, les insuffisances infrastructurelles, les fragilités institutionnelles ainsi que la vulnérabilité aux fluctuations internationales demeurent parmi les principaux défis auxquels l'économie congolaise reste confrontée. Toutefois, les différentes réformes économiques, budgétaires et financières engagées depuis les années 2000 ont contribué à une amélioration progressive de plusieurs indicateurs macroéconomiques et à un certain renforcement du cadre de stabilité économique.

Enfin, ce chapitre a également permis de préciser le cadre méthodologique de l'étude à travers la présentation des approches économétriques des moments généralisés (GMM), retenues pour analyser les effets des investissements publics sur la croissance économique. Le recours à cette approche s'explique par sa capacité à prendre en compte les relations dynamiques existant entre les variables économiques ainsi qu'à traiter certaines difficultés économétriques susceptibles d'affecter la qualité des estimations. Dans cette continuité, le Chapitre 3 sera consacré à la présentation des résultats empiriques issus des estimations économétriques, à leur interprétation ainsi qu'à l'analyse des principaux enseignements économiques qui en découlent dans le cadre de cette recherche.

CHAPITRE 3 : PRESENTATION, DISCUSSION ET IMPLICATIONS DES RESULTATS

Ce chapitre présente et analyse les résultats afin de proposer des politiques économiques appropriées. Il est divisé en trois sections : la première présente les résultats, la deuxième les analyse et la dernière propose des pistes de réflexion pour les politiques économiques.

3.1. Présentation des variables et description des données

Nous présentons successivement les données utilisées, les traitements préalables des données par le test de racine unitaire et les stratégies d'estimation des modèles empiriques.

3.1.1. Présentation des variables

Les données utilisées dans cette étude proviennent principalement des bases de données des indicateurs de développement (World Development Indicators) de la Banque Mondiale et de la Banque Centrale du Congo. Elles ont une dimension annuelle et couvrent la période 1960-2025 pour la RD Congo.

Le vecteur des données utilisées pour l'analyse comprend cinq variables, à noter croissance économique, investissements publics, taux d'inflation, ouverture commerciale, dette publique. Les tableaux ci-dessous présentent les signes attendus des différentes variables. Les différents signes attendus proviennent des travaux empiriques présentés au chapitre sur la littérature empirique.

Tableau IV.1 : Signes attendus

Régression de croissance économique comme endogène		
Variables	Notations	Signes
Croissance retardée	CE (1)	+
Investissements publics	IP	+
Taux d'inflation	IN	+/-
Ouverture commerciale	OC	+
Dette publique	DP	+

Source : Tableau réalisé sur base de la théorie et des études empiriques.

3.1.2. Description des données

Il ressort du tableau de statistique descriptive que toutes les variables sont gaussiennes (normalement distribuées) car les Probabilités de Jarque-Bera sont supérieures au seuil de 5%. Sauf la série Inflation. Dans ce cas, nous allons utiliser les tests de stationnarité de Dickey-Fuller Augmenté, Phillips-Perron et d'Andrews et Zivot, en tenant compte du changement de régime ou rupture.

Tableau IV.1. : Statistique descriptive

	CE	CE (1)	IP	OC	DP	IN
Mean	<i>6.19648</i>	<i>6.411003</i>	<i>11.991488</i>	<i>4.94E-05</i>	<i>2.814505</i>	<i>2.92795</i>
Median	<i>6.02142</i>	<i>6.284474</i>	<i>11.545079</i>	<i>1.19E-05</i>	<i>2.814651</i>	<i>2.86913</i>
Maximum	<i>9.35868</i>	<i>9.680855</i>	<i>0.000000</i>	<i>0.004523</i>	<i>2.847019</i>	<i>2.87296</i>
Minimum	<i>-2.27322</i>	<i>-2.294992</i>	<i>17.100317</i>	<i>0.003549</i>	<i>2.781430</i>	<i>1.38840</i>
Std. Dev.	<i>0.596006</i>	<i>1.834743</i>	<i>0.860141</i>	<i>0.001812</i>	<i>0.019739</i>	<i>1.245364</i>
Skewness	<i>0.569994</i>	<i>0.031725</i>	<i>0.261472</i>	<i>0.270324</i>	<i>0.020998</i>	<i>1.102262</i>
Kurtosis	<i>2.236233</i>	<i>2.333583</i>	<i>1.180800</i>	<i>3.057646</i>	<i>1.800013</i>	<i>6.162935</i>
Jarque-Bera	<i>2.824369</i>	<i>0.672206</i>	<i>5.374440</i>	<i>0.431118</i>	<i>2.102526</i>	<i>22.29613</i>
Probability	<i>0.243611</i>	<i>0.714550</i>	<i>0.068070</i>	<i>0.806091</i>	<i>0.349496</i>	<i>0.000014</i>
Sum	<i>835.0733</i>	<i>86.79612</i>	<i>-35.69358</i>	<i>0.001729</i>	<i>98.50768</i>	<i>753.4062</i>
Sum Sq. Dev.	<i>12.43280</i>	<i>117.8199</i>	<i>25.89447</i>	<i>0.000112</i>	<i>0.013247</i>	<i>54.28263</i>
Observations	65	65	65	65	65	65

Tableau réalisé sur base de nos estimations sur Eviews 9.

D'après l'étude descriptive de ces variables le tableau ci-dessus nous montre que les variables Recettes fiscales, Ouverture commerciale, Production Intérieure Brute, Pression fiscale, Pression fiscale au carré, Qualité des institutions sont moins volatiles tandis que la variable inflation est plus volatile au regard de valeur de l'écart type.

Cette étude descriptive nous renseigne aussi que les variables croissance économique, investissements publics, ouverture commerciale, dette publique sont normalement distribuées car les probabilités de Jarque-Bera sont supérieures au seuil de 5 pourcents.

Il est judicieux de noter que les séries concernant croissance économique, investissements publics, taux d'inflation, ouverture commerciale, dette publique sont intégrées d'ordre 1 (stationnaire après la première différence), alors que le taux d'inflation au carre et l'Ouverture Commerciale restent stationnaires à niveau (sans différenciation). Les séries sont ainsi intégrées à des ordres différents, ce qui rend inefficace l'approche de Cointégration de Engle et Granger et celui de Johansen, et rend opportun l'application de l'approche de Cointégration aux bornes (Pesaran, 2001).

3.1 2. Spécification des Modèles

Nous inspirons du modèle de Sevestre (2002). Soit Y_{it} la croissance économique, Q_{it} la variable investissement public, X_{it} le vecteur des variables des controles et Z_i le vecteur des variables macroéconomiques dans le temps :

$$Y_{it} = \alpha C_{it} + \beta X_{it} + \delta Z_i + \mu_i + \varepsilon_{it} \quad (3.1)$$

Avec K = nombre de variables variantes dans le temps, L = le nombre de variables invariantes dans le temps ; μ_i représente les effets pays inobservables et constants dans le temps. L'opérationnalisation de ce modèle, nous donne :

$$CE_t = \beta_0 + \beta_1 CE(1)_t + \beta_2 IP_t + \beta_3 IN_t + \beta_4 OC_t + \beta_5 DP_t + \mu_t \quad (3.2)$$

Où CE_t désigne la croissance économique au temps t , $CE(1)_t$ désigne la croissance économique retardée au temps t , IP_t désigne investissement public au temps t , IN_t désigne le taux d'inflation au temps t , OC_t désigne ouverture commerciale au temps t , DP_t désigne Dettes publiques au temps t . β_i sont les coefficients ou les paramètres et ε_t désigne le terme d'erreur au temps t .

3.2. Résultats de la méthode ARDL

Dans cette section, nous allons présenter uniquement les résultats de la méthode ARDL.

3.1.1. Variable croissance économique comme endogène

Le présent point va présenter les différents résultats obtenus de nos estimations économétriques sur les effets des investissements publics sur la croissance économique en RD Congo à travers la méthode ARDL.

A. Test de cointégration

Comme précédemment souligné, puisque les variables sont intégrées a des ordres différents et aucune des variables n'est intégrée à la deuxième différence (confer les résultats en annexes), car la modélisation ARDL n'est pas valable pour les séries stationnaires

en deuxième différence ce qui rend inefficace d'utiliser le test de cointégration de Engle et Granger et celui de Johansen qui nécessitent le même ordre d'intégration , et rend utile d'appliquer le test de cointégration aux bornes de Pesaran et al. (2001).

Tableau III.1 : Résultat de test de Cointégration de Borne

Test de Cointégration de Borne		
Statistique de test	Valeur	K
F-statistique	9.856257	4
	Borne inf.	Borne sup.
Valeur critique à 5%	2.86	4.01

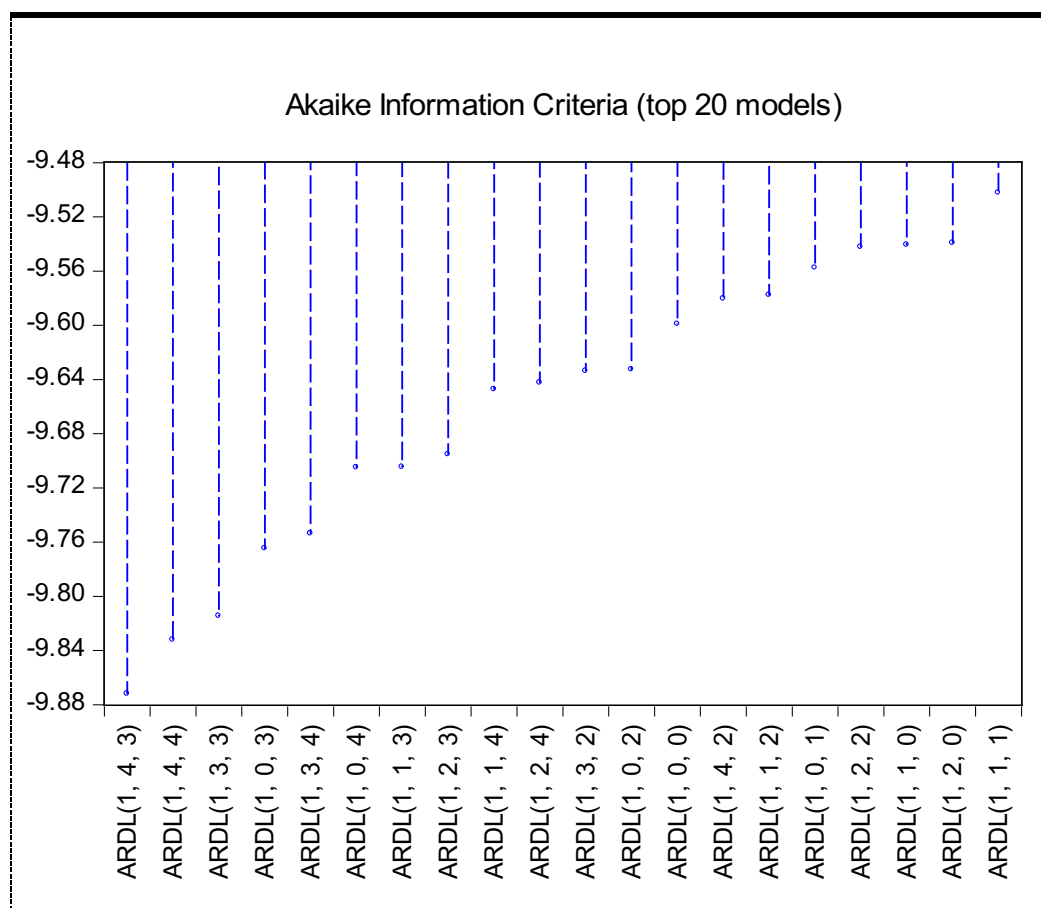
Source : Tableau réalisé sur base de nos estimations sur Eviews 9.

La statistique de test est supérieure à la borne supérieure de l'intervalle. On retient de ce test qu'il existe une relation de long terme entre la variable endogène et les différentes variables exogènes.

B. Modèle ARDL optimal et l'estimation du modèle choisi

Pour choisir le modèle ARDL optimal, celui qui donne les résultats statistiquement significatifs avec les moins des paramètres, on va utiliser le critère d'information d'Akaike (AIC), le graphique ci-dessous fait ressortir le modèle le plus optimal choisi :

Figure III.1 : Critère d'Akaike



Source : Auteur a réalisé sur Eviews 9

Etant donné qu'ils se situent dans la dynamique de la minimisation du AIC, le modèle optimal est ARDL (1, 1, 1). L'estimation du modèle optimal se présente comme suit dans le tableau V.1.

C. Résultat de la modélisation ARDL

Le tableau ci-après présente les différents effets des réformes fiscales sur la mobilisation des recettes publiques en RD Congo à travers la modélisation ARDL.

Tableau III.1 : Résultat de la régression

La modélisation ARDL				
	Court terme		Long terme	
Variables	Coefficients	Probabilité	Coefficients	Probabilité
Croissance retardée	0.0969**	0.0230	0.0891*	0.0590
Investissement public	1.7049***	0.0005	1.5678***	0.0042
Taux d'inflation	1.2349**	0.0320	1.1356*	0.0507
Ouverture commerciale	0.2943*	0.0539	1.3933***	0.0001
Dette publique	-1.2343	0.1231	-1.2341	0.1289
Constante	0.2111	1.234	2.8940***	0.0000
Coint Eq (-1)	-0.1875	0.0000	-	-
$R^2 = 0.8775$		$F - stat = 15.7602$		
$R^2_{ajusté} = 0.8218$		$P - value = 0.0000$		

(*) : Probabilité ; *** : Significative à 1% ; ** Significative à 5% et * Significative à 10

Le tableau III.1 présente les résultats de l'estimation du modèle ARDL (Auto Regressive Distributed Lag) appliqué à l'analyse de la relation entre la croissance économique et l'investissement public en République Démocratique du Congo. Cette approche permet d'examiner simultanément les effets de court terme et de long terme des variables explicatives sur la croissance économique.

À court terme, les résultats montrent que l'investissement public exerce un effet positif et statistiquement significatif sur la croissance économique avec un coefficient de 1.7049 et une probabilité de 0.0005, significative au seuil de 1 %. Cela signifie qu'une augmentation de l'investissement public entraîne une amélioration de la croissance économique à court terme. Ce résultat confirme l'idée selon laquelle les dépenses publiques d'investissement stimulent l'activité économique à travers la création d'infrastructures, l'emploi et l'augmentation de la demande globale.

Le taux d'inflation présente également un effet positif et significatif au seuil de 5 % avec un coefficient de 1.2349. Ce résultat peut traduire une situation où une inflation modérée accompagne une dynamique de croissance économique. Toutefois, une inflation excessive pourrait devenir nuisible à long terme. L'ouverture commerciale possède un coefficient positif de 0.2943 et demeure significative au seuil de 10 %, indiquant qu'une intégration accrue dans les échanges internationaux favorise légèrement la croissance économique. En revanche, la

dette publique affiche un coefficient négatif (-1.2343) mais non significatif, ce qui signifie que son impact sur la croissance n'est pas statistiquement établi dans le modèle à court terme.

Le coefficient de la croissance retardée (0.0969) est positif et significatif au seuil de 5 %, montrant une persistance de la dynamique économique passée sur la croissance actuelle. Le terme de correction d'erreur Coint Eq (-1) est négatif (-0.1875) et hautement significatif avec une probabilité de 0.0000. Ce résultat confirme l'existence d'une relation de long terme entre les variables du modèle et indique que les déséquilibres de court terme sont corrigés à une vitesse de 18.75 % par période.

À long terme, l'investissement public conserve un effet positif et fortement significatif sur la croissance économique avec un coefficient de 1.5678 et une probabilité de 0.0042. Cela montre que l'investissement public constitue un déterminant important et durable de la croissance économique en RDC. L'ouverture commerciale devient encore plus importante à long terme avec un coefficient de 1.3933, significatif au seuil de 1 %, traduisant l'importance des échanges extérieurs dans le développement économique du pays. L'inflation reste positive et significative au seuil de 10 %, tandis que la dette publique conserve un signe négatif mais demeure statistiquement non significative.

La qualité globale du modèle est satisfaisante. Le coefficient de détermination R^2 de 0.8775 signifie qu'environ 87.75 % des variations de la croissance économique sont expliquées par les variables incluses dans le modèle. Le R^2 ajusté de 0.8218 confirme également une bonne capacité explicative du modèle. Enfin, la statistique de Fisher (F-stat = 15.7602) avec une probabilité de 0.0000 montre que le modèle est globalement significatif.

Ces résultats rejoignent les analyses théoriques keynésiennes selon lesquelles l'investissement public constitue un moteur essentiel de la croissance économique, particulièrement dans les pays en développement où les infrastructures publiques jouent un rôle stratégique dans la stimulation de l'activité économique.

D. Résultats de la Méthode des Moments Généralisés

Le tableau ci-après présente les différents effets des investissements en capital sur la croissance économique en RD Congo à travers la modélisation MMG

Tableau III.2 : Résultats de MMG

La modélisation MMG		
Variables	Coefficients	Probabilités
Croissance retardée	0.2458***	0.0000
Investissement public	0.1127**	0.0258
Taux d'inflation	0.7754***	0.0000
Ouverture commerciale	1.0258*	0.0821
Dette publique	2.2234**	0.0756
Constante	-1.0301	0.1561
R ²	0.8621	
Instrum. + const	Pi(-1) à (-5)	
Mat. Poids	White	
Prob (J)	1.32E-12	

(*) : Probabilité ; *** : Significative à 1% ; ** Significative à 5% et * Significative à 10%.

Le tableau III.2 présente les résultats de l'estimation du modèle MMG (Méthode des Moments Généralisés – GMM) appliqué à l'analyse de la relation entre la croissance économique et l'investissement public en République Démocratique du Congo. Cette méthode économétrique est particulièrement utilisée pour corriger les problèmes d'endogénéité, d'autocorrélation et d'hétéroscédasticité susceptibles d'affecter les estimations.

Les résultats montrent d'abord que la croissance retardée exerce un effet positif et hautement significatif sur la croissance économique actuelle avec un coefficient de 0.2458 et une probabilité de 0.0000. Cela signifie que la performance économique passée influence positivement la croissance présente, traduisant un effet de persistance économique dans le temps.

L'investissement public présente également un coefficient positif de 0.1127 et significatif au seuil de 5 %. Ce résultat indique qu'une augmentation de l'investissement public contribue positivement à la croissance économique en RDC. Toutefois, l'effet reste relativement faible comparativement aux autres variables, ce qui peut refléter certaines inefficacités dans l'allocation des dépenses publiques, la corruption ou encore les problèmes de gouvernance qui limitent l'impact réel des investissements publics sur l'économie.

Le taux d'inflation affiche un coefficient positif et hautement significatif de 0.7754. Ce résultat peut s'expliquer par le fait qu'une inflation modérée accompagne souvent une augmentation de l'activité économique et de la demande globale. Cependant, ce résultat doit être interprété avec prudence car une inflation excessive peut devenir un facteur d'instabilité macroéconomique.

L'ouverture commerciale possède un coefficient positif de 1.0258 et demeure significative au seuil de 10 %. Cela montre que l'intégration de la RDC dans le commerce international favorise la croissance économique grâce aux exportations, aux investissements étrangers et aux échanges commerciaux. De même, la dette publique présente un coefficient positif de 2.2234 et significatif au seuil de 10 %. Ce résultat suggère que l'endettement public, lorsqu'il finance des projets productifs et des infrastructures, peut soutenir la croissance économique.

En revanche, la constante affiche un coefficient négatif mais non significatif, ce qui signifie qu'elle n'a pas d'impact statistiquement déterminant dans le modèle.

La qualité globale du modèle est satisfaisante. Le coefficient de détermination R^2 de 0.8621 indique qu'environ 86.21 % des variations de la croissance économique sont expliquées par les variables retenues dans le modèle. Les instruments utilisés vont de $P_i(-1)$ à $P_i(-5)$, ce qui montre que les valeurs retardées des variables ont servi d'instruments afin de corriger les problèmes d'endogénéité. La matrice de pondération de White a été utilisée pour corriger l'hétéroscédasticité des erreurs.

Enfin, la probabilité du test de Hansen ou test J ($\text{Prob}(J)=1.32E-12$) est très faible. Cela peut indiquer que les instruments utilisés dans le modèle ne sont pas totalement valides ou qu'il existe un problème de suridentification. Ainsi, même si les résultats sont globalement cohérents économiquement, ils doivent être interprétés avec prudence.

Globalement, les résultats du modèle MMG confirment que l'investissement public, l'ouverture commerciale et certaines variables macroéconomiques jouent un rôle important dans la dynamique de croissance économique en RDC.

Tableau V.5 : Résultats des tests de diagnostic

Tests de diagnostic	
Statistique du test	P-Value
Test d'Hétéroscédasticité	
1.689	40.497
Test de Normalité des erreurs	
2.129	0.344
Test d'Autocorrélation des erreurs	
0.001	0.9982
Test Spécification du modèle	
0.476	0.498

Source : Tableau réalisé sur base de nos estimations sur Eviews 9.

Le tableau V.5 présente les résultats des tests de diagnostic réalisés après l'estimation du modèle économétrique. Ces tests permettent de vérifier la validité statistique du modèle ainsi que la fiabilité des résultats obtenus.

Premièrement, le test d'hétéroscédasticité affiche une statistique de 1.689 avec une probabilité élevée. Ce résultat indique que les erreurs du modèle ont une variance constante, ce qui signifie qu'il n'existe pas de problème d'hétéroscédasticité. Ainsi, les estimateurs obtenus sont efficaces et les résultats peuvent être considérés comme fiables.

Deuxièmement, le test de normalité des erreurs présente une statistique de 2.129 avec une probabilité de 0.344, supérieure au seuil de signification de 5 %. Cela signifie que les résidus du modèle suivent une distribution normale. Cette condition est importante car elle garantit la validité des tests statistiques utilisés dans l'interprétation des coefficients du modèle.

Troisièmement, le test d'autocorrélation des erreurs donne une statistique de 0.001 avec une probabilité de 0.9982. Comme cette probabilité est largement supérieure à 5 %, on accepte l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation des erreurs. Cela signifie que les erreurs ne sont pas corrélées entre elles dans le temps et que le modèle ne souffre pas de problème de dépendance sérielle.

Enfin, le test de spécification du modèle affiche une statistique de 0.476 avec une probabilité de 0.498. Ce résultat montre que le modèle est correctement spécifié. En d'autres termes, les variables retenues dans le modèle expliquent convenablement le phénomène étudié et aucune erreur majeure de spécification n'a été détectée.

Dans l'ensemble, les résultats des tests de diagnostic montrent que le modèle économétrique utilisé est globalement satisfaisant et statistiquement valide. L'absence d'hétéroscédasticité, d'autocorrélation et de problème de spécification, ainsi que la normalité des erreurs, renforcent la robustesse et la crédibilité des estimations obtenues.

5.2. Discussions et implications

a) Discussions

Les résultats obtenus à travers les estimations ARDL et MMG mettent en évidence l'existence d'une relation significative entre l'investissement public et la croissance économique en République Démocratique du Congo. De manière générale, les deux modèles économétriques convergent vers la même conclusion : l'investissement public constitue un déterminant important de la croissance économique, aussi bien à court terme qu'à long terme.

Les résultats du modèle ARDL montrent que l'investissement public exerce un effet positif et statistiquement significatif sur la croissance économique. Cette relation confirme les fondements de la théorie keynésienne selon lesquels les dépenses publiques stimulent l'activité économique à travers l'augmentation de la demande globale, la création d'emplois et le développement des infrastructures productives. En RDC, les investissements publics dans les routes, l'énergie, les infrastructures scolaires et sanitaires peuvent favoriser l'amélioration de la productivité et encourager l'investissement privé. Ces résultats rejoignent les travaux de John Maynard Keynes (1936), qui considèrent l'intervention de l'État comme un instrument essentiel de relance économique.

Par ailleurs, les résultats de long terme obtenus avec le modèle ARDL montrent également que l'ouverture commerciale contribue positivement à la croissance économique. Cela signifie que l'intégration de la RDC dans le commerce international favorise les exportations, l'entrée des capitaux étrangers et le transfert des technologies. Ce résultat est cohérent avec les analyses de Todaro et Smith (2020), selon lesquelles les économies ouvertes bénéficient davantage des opportunités de croissance liées à la mondialisation.

Le taux d'inflation présente un effet positif dans les deux modèles estimés. Ce résultat peut sembler paradoxal au regard de la théorie économique classique qui considère généralement l'inflation comme un facteur nuisible à la croissance. Toutefois, dans le contexte des pays en développement, une inflation modérée peut accompagner une phase d'expansion économique et une augmentation de la demande globale. Cependant, ce résultat doit être interprété avec prudence, surtout dans le cas de la RDC qui a connu des épisodes d'hyperinflation dans les années 1990. Une inflation excessive réduit le pouvoir d'achat des ménages, décourage l'investissement et accentue l'instabilité macroéconomique.

Concernant la dette publique, les résultats diffèrent légèrement selon les modèles. Dans le modèle ARDL, la dette publique affiche un effet négatif mais non significatif, tandis que dans le modèle MMG, elle devient positive et significative. Cette différence peut s'expliquer par les techniques d'estimation utilisées. Le modèle MMG corrige les problèmes d'endogénéité et permet de mieux capter les effets dynamiques des variables macroéconomiques. Ainsi, lorsque

l'endettement public finance des investissements productifs tels que les infrastructures ou les projets énergétiques, il peut contribuer positivement à la croissance économique. Toutefois, une mauvaise gestion de la dette peut devenir un facteur de vulnérabilité économique.

Les résultats du terme de correction d'erreur dans le modèle ARDL montrent une relation de cointégration entre les variables. Le coefficient négatif et significatif du mécanisme de correction d'erreur confirme que les déséquilibres de court terme convergent progressivement vers l'équilibre de long terme. Cela démontre la stabilité de la relation entre la croissance économique et les variables explicatives retenues dans le modèle.

Les tests de diagnostic réalisés renforcent également la robustesse des résultats obtenus. L'absence d'hétéroscédasticité, d'autocorrélation des erreurs et de mauvaise spécification indique que le modèle économétrique est globalement fiable. De plus, la normalité des résidus garantit la validité des tests statistiques utilisés.

Cependant, malgré ces résultats positifs, il convient de souligner certaines limites structurelles de l'économie congolaise. L'impact de l'investissement public sur la croissance économique peut être réduit par des problèmes de gouvernance, de corruption, de détournement des fonds publics, d'instabilité politique et de faible efficacité institutionnelle. Dans plusieurs cas, les dépenses publiques ne produisent pas les effets attendus en raison d'une mauvaise allocation des ressources et de l'insuffisance des mécanismes de contrôle.

En somme, cette étude montre que l'investissement public constitue un levier important de croissance économique en RDC. Toutefois, son efficacité dépend largement de la qualité des institutions, de la stabilité macroéconomique et de la bonne gouvernance publique. Ainsi, pour maximiser l'impact de l'investissement public sur la croissance, les autorités congolaises doivent renforcer la transparence dans la gestion des finances publiques, améliorer le climat des affaires et promouvoir des politiques économiques favorables à la diversification de l'économie.

b) Implications et recommandations

b.1. Implications économiques des résultats

Les résultats de cette étude montrent que l'investissement public joue un rôle important dans la croissance économique en République Démocratique du Congo. Cette relation positive implique que les dépenses publiques orientées vers les infrastructures, l'énergie, les transports, l'éducation et la santé peuvent stimuler durablement l'activité économique. Ainsi, une politique publique basée sur l'augmentation des investissements productifs peut contribuer à améliorer le niveau de production nationale, créer des emplois et renforcer le développement économique du pays.

Les résultats indiquent également que l'ouverture commerciale influence positivement la croissance économique. Cette situation implique que la RDC peut tirer profit de son intégration dans le commerce international grâce à l'exportation des ressources naturelles, à l'entrée des investissements étrangers et au transfert des technologies. Toutefois, cette dépendance vis-à-

vis du commerce extérieur expose également l'économie congolaise aux chocs internationaux et aux fluctuations des prix des matières premières.

Par ailleurs, le rôle positif de l'inflation dans les résultats économétriques suggère qu'une inflation modérée peut accompagner la croissance économique. Cependant, cette implication doit être interprétée avec prudence compte tenu de l'histoire économique de la RDC marquée par l'hyperinflation des années 1990. Une mauvaise maîtrise de l'inflation pourrait réduire le pouvoir d'achat des ménages, accroître la pauvreté et décourager les investissements privés.

Les résultats liés à la dette publique montrent que l'endettement peut soutenir la croissance lorsqu'il est orienté vers des projets productifs. Cela implique que le recours à l'endettement public doit être accompagné d'une gestion rigoureuse afin d'éviter le surendettement et les déséquilibres budgétaires susceptibles de fragiliser l'économie nationale.

Enfin, les résultats des tests de diagnostic montrent que le modèle économétrique est globalement stable et fiable. Cela renforce la crédibilité des conclusions obtenues et permet de proposer des recommandations économiques adaptées au contexte congolais.

b.2. Recommandations

Au regard des résultats obtenus, plusieurs recommandations peuvent être formulées afin d'améliorer l'impact de l'investissement public sur la croissance économique en RDC.

Premièrement, le gouvernement congolais devrait augmenter les investissements publics productifs, particulièrement dans les secteurs stratégiques tels que les infrastructures routières, l'énergie, l'agriculture, l'éducation et la santé. Ces secteurs constituent des moteurs essentiels de la croissance économique et du développement humain.

Deuxièmement, les autorités publiques doivent renforcer la gouvernance économique et la transparence dans la gestion des finances publiques. La lutte contre la corruption, les détournements des fonds publics et les mauvaises pratiques administratives permettrait d'améliorer l'efficacité des investissements publics et d'assurer une meilleure allocation des ressources.

Troisièmement, il est important de promouvoir la diversification de l'économie congolaise afin de réduire la dépendance excessive aux exportations minières. Le développement de l'agriculture, de l'industrie locale et du secteur des services pourrait renforcer la résilience économique face aux chocs extérieurs.

Quatrièmement, la Banque Centrale du Congo devrait maintenir une politique monétaire prudente afin de maîtriser l'inflation et préserver la stabilité macroéconomique. Une inflation maîtrisée favorise un climat économique stable et encourage les investissements privés.

Cinquièmement, le gouvernement devrait assurer une gestion soutenable de la dette publique en orientant les emprunts vers des projets rentables et productifs capables de générer des effets multiplicateurs sur l'économie nationale.

Enfin, les autorités congolaises devraient améliorer le climat des affaires afin d'attirer davantage d'investissements privés nationaux et étrangers. Cela passe notamment par la sécurité juridique, la stabilité politique, l'amélioration du système fiscal et le renforcement des institutions publiques.

Conclusion Générale

Cette étude avait pour objectif principal d'analyser l'impact de l'investissement public sur la croissance économique en République Démocratique du Congo à l'aide des modèles économétriques ARDL et GMM. Dans un contexte marqué par les défis du développement économique, les insuffisances infrastructurelles et les contraintes macroéconomiques, la question de l'efficacité des investissements publics demeure centrale dans les politiques économiques des pays en développement, particulièrement en RDC.

La revue de la littérature théorique a permis de mettre en évidence les principaux fondements conceptuels expliquant la relation entre l'investissement public et la croissance économique. Les théories keynésiennes soutiennent que l'intervention de l'État à travers les dépenses publiques stimule la demande globale, favorise la création d'emplois et encourage la production nationale. De leur côté, les théories de la croissance endogène considèrent l'investissement public comme un facteur essentiel d'accumulation du capital, d'amélioration de la productivité et de soutien à la croissance de long terme. À l'inverse, certaines approches néoclassiques soulignent que des dépenses publiques excessives ou mal orientées peuvent produire des effets d'éviction sur l'investissement privé et limiter l'efficacité économique.

La revue de la littérature empirique a montré que les résultats des recherches antérieures restent contrastés selon les pays, les périodes étudiées et les méthodes économétriques utilisées. Plusieurs études réalisées dans les pays en développement concluent à un effet positif de l'investissement public sur la croissance économique, notamment lorsque les dépenses sont orientées vers les infrastructures productives. D'autres recherches mettent cependant en évidence des effets faibles ou négatifs en présence de problèmes de gouvernance, de corruption, d'instabilité politique ou de mauvaise gestion des ressources publiques. Ainsi, les résultats empiriques montrent que l'impact de l'investissement public dépend largement de la qualité des institutions et de l'efficacité des politiques économiques.

L'analyse de l'économie congolaise a permis de présenter les principales caractéristiques macroéconomiques de la RDC à travers quatre secteurs essentiels. Sur le plan du secteur réel, l'économie congolaise reste dominée par l'exploitation minière, avec une forte dépendance vis-à-vis des exportations des matières premières. Malgré certaines périodes de croissance économique, le pays demeure confronté à des défis structurels tels que le chômage, la faible industrialisation et l'insuffisance des infrastructures.

Concernant les finances publiques, la RDC fait face à des difficultés liées à la faiblesse des recettes fiscales, à la dépendance extérieure et aux contraintes budgétaires. Les investissements publics demeurent insuffisants face aux besoins importants de développement économique et social. Sur le plan monétaire, l'économie congolaise a connu plusieurs périodes d'instabilité caractérisées notamment par une forte inflation et des dépréciations monétaires, même si certaines réformes macroéconomiques ont permis une relative stabilisation ces dernières années. Enfin, dans le secteur extérieur, la balance commerciale de la RDC reste fortement influencée par les fluctuations des prix internationaux des matières premières, ce qui rend l'économie vulnérable aux chocs extérieurs.

Afin d'analyser la relation entre l'investissement public et la croissance économique, cette étude a utilisé deux approches économétriques complémentaires : le modèle ARDL (Auto Regressive Distributed Lag) et la méthode des moments généralisés (GMM). Le modèle ARDL a permis d'étudier simultanément les relations de court terme et de long terme entre les variables, tout en tenant compte de la cointégration. La méthode GMM, quant à elle, a été utilisée afin de corriger les problèmes d'endogénéité, d'autocorrélation et d'hétéroscédasticité susceptibles d'affecter les estimations économétriques.

Les résultats empiriques obtenus montrent que l'investissement public exerce un effet positif et significatif sur la croissance économique en RDC aussi bien à court terme qu'à long terme. Ces résultats confirment l'importance des dépenses publiques productives dans la stimulation de l'activité économique. L'ouverture commerciale présente également un impact positif sur la croissance économique, traduisant le rôle du commerce extérieur dans le développement économique du pays. L'inflation affiche un effet positif dans les modèles estimés, bien que ce résultat doive être interprété avec prudence dans le contexte congolais marqué historiquement par des épisodes d'hyperinflation. Quant à la dette publique, son effet demeure mitigé selon les estimations réalisées.

Les tests de diagnostic effectués ont montré que les modèles estimés sont globalement satisfaisants et statistiquement valides. L'absence d'hétéroscédasticité, d'autocorrélation des erreurs et de problème de spécification renforce la robustesse des résultats obtenus.

En définitive, cette étude démontre que l'investissement public constitue un levier important de croissance économique en République Démocratique du Congo. Toutefois, son efficacité dépend fortement de la qualité de la gouvernance publique, de la stabilité macroéconomique et de l'amélioration des institutions. Ainsi, pour maximiser les effets positifs des investissements publics sur la croissance économique, les autorités congolaises doivent renforcer la transparence dans la gestion des finances publiques, promouvoir la diversification économique et améliorer le climat des affaires afin de favoriser un développement économique durable et inclusif.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I. OUVRAGES

1. Barro, R. J., & Sala-i-Martin, X. (2004). *Economic growth* (2nd ed.). MIT Press.
2. Kabuya Kalala, F. (2018). *Politique monétaire et stabilité macroéconomique en République Démocratique du Congo*. Presses Universitaires du Congo.
3. Lelo Nzuzi, F. (2008). *Économie congolaise : Performances et contraintes structurelles*. Presses Universitaires du Congo.
4. Mankiw, N. G. (2019). *Macroeconomics* (10th ed.). Worth Publishers.
5. Samuelson, P. A., & Nordhaus, W. D. (2010). *Economics* (19th ed.). McGraw-Hill Education.
6. Smith, A. (2007). *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations*. MetaLibri. (Original work published 1776)
7. Todaro, M. P., & Smith, S. C. (2020). *Economic development* (13th ed.). Pearson.
8. Wooldridge, J. M. (2019). *Introductory econometrics: A modern approach* (7th ed.). Cengage Learning.

II. ARTICLES SCIENTIFIQUES

1. Aschauer, D. A. (1989). Is public expenditure productive? *Journal of Monetary Economics*, 23(2), 177–200.
2. Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103–S125.
3. Calderón, C., & Servén, L. (2010). Infrastructure and economic development in Sub-Saharan Africa. *Journal of African Economies*, 19(Suppl. 1), i13–i87.
4. Devarajan, S., Swaroop, V., & Zou, H. F. (1996). The composition of public expenditure and economic growth. *Journal of Monetary Economics*, 37(2–3), 313–344.
5. Easterly, W., & Rebelo, S. (1993). Fiscal policy and economic growth: An empirical investigation. *Journal of Monetary Economics*, 32(3), 417–458.
6. Futagami, K., Morita, Y., & Shibata, A. (1993). Dynamic analysis of an endogenous growth model with public capital. *Scandinavian Journal of Economics*, 95(4), 607–625.

7. Gramlich, E. M. (1994). Infrastructure investment: A review essay. *Journal of Economic Literature*, 32(3), 1176–1196.
8. Kagufa, P. (2021). Évolution des prix intérieurs et activité économique en RDC : Analyse de la période 1960–2018. *Revue Congolaise de Sciences Humaines*.
9. Kodongo, O., & Ojah, K. (2016). Does infrastructure really explain economic growth in Sub-Saharan Africa? *Review of Development Finance*, 6(2), 105–125.
10. Kongolo, M. (2022). La croissance économique en République Démocratique du Congo. *International Journal of Arts Humanities and Social Sciences*.
11. Kuznets, S. (1973). Modern economic growth: Findings and reflections. *American Economic Review*, 63(3), 247–258.
12. Lucas, R. E., Jr. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3–42.
13. Mabi Mulumba, J. (2015). La dollarisation de l'économie congolaise et ses effets sur la politique monétaire. *Revue Congolaise d'Économie*, 7(2), 55–78.
14. Romer, P. M. (1986). Increasing returns and long-run growth. *Journal of Political Economy*, 94(5), 1002–1037.
15. Romp, W., & de Haan, J. (2007). Public capital and economic growth: A critical survey. *Perspektiven der Wirtschaftspolitik*, 8(S1), 6–52.
16. Solow, R. M. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65–94.
17. Tanzi, V., & Davoodi, H. (1998). Roads to nowhere: How corruption in public investment hurts growth. *IMF Economic Issues*, 12.
18. Tshibangu, T. (2016). Les finances publiques et la gouvernance économique en République Démocratique du Congo. *Revue Africaine d'Économie et de Gestion*, 4(2), 45–67.

III. RAPPORTS INSTITUTIONNELS ET DOCUMENTS OFFICIELS

1. Banque africaine de développement. (2025). République démocratique du Congo : Perspectives économiques. Banque africaine de développement.
2. Banque centrale du Congo. (2023). Rapport annuel 2023. BCC.
3. Banque centrale du Congo. (2024). Rapport annuel 2024. BCC.
4. Banque mondiale. (2024). République démocratique du Congo : Mise à jour économique. Banque mondiale.
5. Banque mondiale. (2025). République démocratique du Congo : Situation économique. Banque mondiale.
6. Direction Générale des Impôts. (2024). Rapport sur les recettes fiscales en RDC. DGI.
7. International Monetary Fund. (2024). Democratic Republic of the Congo: Staff report for the Article IV consultation. IMF.
8. Ministère des Finances de la RDC. (2023). Rapport économique annuel. Ministère des Finances.
9. Ministère des Finances de la RDC. (2024). Rapport sur les finances publiques en RDC. Ministère des Finances.
10. Ministère du Budget de la RDC. (2025). Déclaration sur les risques budgétaires 2026–2028. Ministère du Budget.
11. Ministère du Budget de la RDC. (2025). Loi de finances 2025. Ministère du Budget.

IV. WORKING PAPERS, DOCUMENTS DE RECHERCHE ET PUBLICATIONS TECHNIQUES

1. Agénor, P.-R., & Moreno-Dodson, B. (2006). Public infrastructure and growth: New channels and policy implications (Policy Research Working Paper No. 4064). World Bank.
2. Calderón, C., & Servén, L. (2008). Infrastructure and economic development in Sub-Saharan Africa (Policy Research Working Paper No. 4712). World Bank.
3. International Monetary Fund. (2014). Public investment and fiscal policy: Lessons for developing countries. IMF Policy Paper.
4. International Monetary Fund. (2014). Is it time for an infrastructure push? The macroeconomic effects of public investment. In World economic outlook: Legacies, clouds, uncertainties.
5. Ndikumana, L. (2015). Investment in infrastructure as a driver of growth and economic transformation in Africa. African Development Bank.
6. Warner, A. M. (2014). Public investment as an engine of growth (IMF Working Paper No. 14/148). International Monetary Fund.

V. SOURCES ELECTRONIQUES

2. Wikipedia. (2025). Économie de la République démocratique du Congo. Wikipedia.